BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2010

TABLE DES MATIERES

Pages

AVANT-PROPOS 2

ABREVIATIONS ET SIGLES……..5

INTRODUCTION …….....8

I. BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS ……..……...……...11

1.1. Evolution de la balance commerciale …..……...…13

1.1.1. Exportations de biens ..…….....14

1.1.2. Importations ……..20

1.2. Balance des services …….....……..23

1.*2.1. Transports …….24*

1.*2.2. Voyages …….....24*

1.*2.3. Autres services …….....24*

1.3. Revenus nets...…….....…….....25

1.4. Transferts courants……...……...26

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES ……..……...27

2.1. Compte de capital……..……..27

2.2. Balance des opérations financières...……....27

2.3. Financements exceptionnels ***(Poste pour mémoire)***……..……...28

III. EVOLUTION DES COMPTES MONETAIRES ..…….....29

3.1. Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale...…….…….....29

3.2. Avoirs et engagements extérieurs des banques et autres institutions monétaires.....30

IV. POSITION EXTERIEURE GLOBALE A FIN 2010…...……..……...31

CONCLUSION……..……...……32

ANNEXES .....……...…….…….....33

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et validée par le Comité national de la balance des paiements. Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles, pour les besoins internes de la BCEAO et des missions du FMI. La balance estimée est considérée comme provisoire et sa diffusion est limitée. C'est après validation qu'elle devient définitive et fait l'objet d'une large diffusion.

Le Comité national de la balance des paiements est l'organe de validation des données. Conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°R09/2010/CM/UEMOA du 1er octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, il est chargé :

- de rechercher des méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application ;

- d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Ce Comité, placé sous la présidence du Ministre chargé des Finances, est composé du Directeur chargé des Finances Extérieures ou son représentant, du Directeur chargé des Affaires Monétaires et Bancaires ou son représentant, du Représentant du Ministre chargé du Plan, du Représentant du Ministre chargé du Commerce, du Directeur chargé de l'Office des Postes ou son représentant, du Directeur chargé du Commerce Extérieur ou son représentant, du Trésorier Général ou son représentant, du Directeur chargé de la Dette extérieure ou son représentant, du Directeur chargé des Douanes ou son représentant, du Directeur chargé de la Statistique ou son représentant et du Directeur National de la BCEAO ou son représentant. Le Comité peut convier à ses réunions, tous services ou organismes publics, en raison de leur compétence et en fonction des problèmes à traiter.

La confidentialité des informations collectées auprès des différentes structures est garantie par le Règlement susmentionné. A ce titre, l'article 1 de l'Annexe III de ce texte réglementaire dispose que « la BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs des Etats membres de l'UEMOA ». L'article 2 de l'Annexe III énonce que « les informations recueillies en application de l'article précédent ne peuvent être

utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique » et l'article 9 précise que celles-ci sont publiées sous forme anonyme et agrégée.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 5ème édition du Manuel de balance des paiements élaboré par le FMI, parue en 1993. Les principales articulations de cette méthodologie sont décrites dans la note en annexe 11. Les sources de données privilégiées lors des travaux d'élaboration de la balance des paiements du Niger sont les suivantes :

- les résultats d'enquêtes auprès des agents économiques ;

- les statistiques du commerce général recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique (INS) et de la Direction Générale des Douanes (DGD) ;

- les statistiques des finances publiques (TOFE, dette extérieure…) ;

- les statistiques monétaires publiées par la Banque Centrale ;

- les statistiques de prix élaborées par les systèmes d'informations sur les marchés agricoles et de bétail (SIMA et SIM-Bétail) ;

- les statistiques sur les hydrocarbures et les produits miniers communiquées par le Ministère des Mines et de l'Energie ;

- les données des sociétés, notamment minières (SOMAIR, COMINAK, AREVA, SOMINA et SML) et pétrolière (SONIDEP et CNPC) ;

- plusieurs rapports et études, en particulier ceux du Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics (CNUT), de la Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement (CAPED), du PNUD, etc. ;

- les statistiques du Guichet Unique de Formalités du Commerce Extérieur de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN) ;

- les statistiques publiées par le FMI.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2010[1]. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements, ces dernières peuvent contenir des insuffisances liées pour la plupart au manque de professionnalisme des acteurs des filières agropastorales et à la prédominance du secteur informel dans l'économie nigérienne.

[1] Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire retenue est le franc CFA.

Enfin, pour toute demande d'informations complémentaires sur cette publication, le lecteur pourrait adresser sa requête, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger.

Contact :
Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)
Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau, BP 487 Niamey-Niger
Tél : (227) 20 72 24 91, fax : (227) 20 73 47 43
Site web : http//www.bceao.int, E-mail : courrier HDN@bceao.int

ABREVIATIONS ET SIGLES

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIDH	Aéroport International Diori Hamani
APU	Administration Publique
ANIPEX	Association Nigérienne de Promotion des Exportations
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BPT	Balance des Paiements en termes de Transactions
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurances, Fret
CAPED	Cellule d'Analyse et de Prospection en Développement
CNUT	Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FOB	Franco on Baord
FMI	Fonds Monétaire International
FISEC	Fichier des Situations des Etablissements de Crédit
INS	Institut National de la Statistique
IFS	International Financial Statistics
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PEF	Programme Economique et Financier
SOMAIR	Société des Mines de l'Aïr
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
SONIDEP	Société Nigérienne de Produits Pétroliers
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UE	Union Européenne
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements ….....page 10

Tableau 2 : Evolution des balances intermédiaires entre 2006 et 2010.....page 12
.
Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens.....page 14

Tableau 4 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations ajustées des marchandises .....page 18

Tableau 5 : Destination des exportations non ajustées (commerce général) du Niger….....page 18

Tableau 6 : Evolution des importations FOB de biens.....page 20

Tableau 7 : Orientation géographique des importations sur la base des statistiques Officielles .....page 22

Tableau 8 : Evolution de la balance des services.....page 23

Tableau 9 : Evolution du poste « transport ».....page 24

Tableau 10 : Evolution du poste « voyages ».....page 24

Tableau 11 : Evolution des autres services.....page 25

Tableau 12 : Evolution des revenus.....page 25

Tableau 13 : Evolution des revenus nets des investissements.....page 26

Tableau 14 : Evolution des transferts courants.....….....page 27

Tableau 15 : Evolution du compte capital.....page 27

Tableau 16 : Evolution des opérations financières.....page 28

Tableau 17 : Evolution du financement exceptionnel.....page 29

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....page 30

Tableau 19 : Evolution des avoirs et engagements des banques.....page 30

Tableau 20 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN).....page 31

Tableau 21 : Evolution de la position extérieure globale.....page 31

Tableaux annexes.....……...……..… page 33

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements du Niger entre 2000 et 2010…….…….....page 11

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance commerciale et de la balance courante entre 2000 et 2010.....….....page 12

Graphique 3 : Evolution des indicateurs de la balance commerciale entre 2000 et 2010……..… page 13

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2000 et 2010 ….page 12

Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits entre 2004 et 2010.....….....page 15

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 1988 et 2010.....….....page 16

Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2010.....page 19

Graphique 8 : Evolution des importations en valeur par grands groupes de produits de 2004 à 2010.....page 20

Graphique 9 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation (en 2010).....page 23

Graphique 10 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2000 et 2010……..…….… page 28

INTRODUCTION

En 2010, l'activité économique mondiale a été marquée par la confirmation des signes de reprise à la fin de l'année 2009, en relation avec la dissipation progressive des effets de la crise financière et économique internationale. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 5,1% en 2010 contre -0,5% en 2009.

Les pays émergents et en développement, dont les systèmes financiers ont été moins touchés par la crise, ont consolidé leur dynamisme. L'activité économique a progressé de 7,4% dans ces pays en 2010, après 2,8% en 2009. En Afrique au Sud du Sahara, le taux de croissance du produit intérieur brut, en termes réels, s'est établi à 5,0% en 2010 contre 2,8% en 2009, sous l'effet du dynamisme des exportations de matières premières, singulièrement de produits miniers.

Malgré la crise post-électorale intervenue en Côte d'Ivoire à la fin de l'année, l'activité économique au sein des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) serait globalement bien orientée en 2010, en liaison avec l'évolution favorable de la conjoncture internationale, du renforcement de l'appui des partenaires au développement, de l'accroissement de la production agricole, notamment vivrière, de la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics dans les infrastructures et du regain d'activité au niveau des industries extractives. Les données disponibles indiquent un gain de 1,3 point de croissance par rapport à l'année précédente. En effet, le produit intérieur brut enregistrerait, en termes réels, une progression de 4,3% en 2010 contre 3,0% en 2009.

Au plan national, la situation économique au cours de l'année 2010 a été marquée par la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté et du Programme Économique et Financier (PEF) 2008-2011. Cette année a été ponctuée par des chocs importants, notamment la baisse des appuis extérieurs, en relation avec la situation politique tendue en 2009, l'insécurité alimentaire, consécutif à l'insuffisance de la production locale issue de la campagne agricole 2009/2010 avec un fort déficit fourrager, et des inondations. Nonobstant ce contexte peu favorable, le taux de croissance réelle est ressorti à 8,2% en 2010 contre -0,7% un an plus tôt, en raison des bons résultats de la campagne agricole 2010/2011, de la reprise des financements extérieurs au dernier semestre et de l'accentuation des investissements dans les secteurs minier, pétrolier, de l'électricité, des bâtiments et travaux publics, des transports et des télécommunications.

La situation des finances publiques a été caractérisée par la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté et du Programme Économique et Financier (PEF) 2008-2011, l'exécution des grands projets d'investissement, notamment dans les domaines des infrastructures économiques, du développement rural, des services sociaux et de renforcement des capacités de l'Administration, de l'exploitation pétrolière et uranifère. Elle s'est également ressentie de la gestion d'un contexte de transition politique militaire et de crise alimentaire et fourragère ainsi que des préparatifs de l'organisation d'échéances électorales en vue du retour à un ordre constitutionnel normal. Par ailleurs, le Niger et la Banque Centrale ont signé un deuxième avenant à la convention portant concours de la BCEAO, sur lesquels un amortissement partiel de 7,5 milliards a été opéré, ramenant l'encours à 27,0 milliards au 30 septembre 2010. En outre, la situation des finances publiques a été confortée par l'adoption d'un premier collectif budgétaire le 30 avril 2010, la reprise, à partir de juin 2010, de la mobilisation d'appuis budgétaires et l'émission de bons du Trésor pour un montant de 15,0 milliards sur le marché financier régional le 24 juin 2010. Le Gouvernement a procédé, le 04 novembre 2010, à une seconde rectification de l'ordonnance n°2009-26 du 06 novembre 2009 portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2010.

L'exécution du budget de l'Etat (TOFE) provisoire à fin décembre 2010 indique des recettes totales de 385,6 milliards et des dépenses totales et prêts nets de 584,2 milliards. En variation annuelle, les recettes budgétaires ont progressé de 22,0 milliards, ou 6,1%, résultant principalement d'une amélioration des recettes fiscales alimentée par la bonne tenue des droits de douane et des taxes sur les biens et services. Les dépenses totales ont, quant à elles, atteint 584,1 milliards, soit une diminution de 50,4 milliards, ou 8,0%, suite à une baisse des dépenses d'équipement de 116,2 milliards et une hausse des charges courantes de 65,8 milliards. En ligne avec ce qui précède, il se dégage un déficit global, base engagement, de 198,6 milliards. En prenant en compte un apurement des arriérés de paiements intérieurs d'un montant de 12,4 milliards, il ressort un déficit, base caisse, de 211,0 milliards. Le financement de ce déficit a été assuré grâce à la mobilisation de 157,4 milliards d'appuis financiers extérieurs et un endettement intérieur de 53,5 milliards.

Sur l'ensemble de l'année 2010, l'évolution de la situation monétaire s'est ressentie de la reprise graduelle de la mobilisation d'appuis financiers extérieurs, du niveau de rapatriement des recettes d'exportations minières et des règlements d'importations. Elle a été également marquée par la participation des banques aux opérations du marché financier régional et la mise en place de nouveaux concours aux secteurs économiques, dans un contexte de transition politique. Au total, il ressort un raffermissement des avoirs extérieurs nets et une expansion des crédits intérieurs et de la masse monétaire par rapport au mois de décembre 2009. En effet, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 99,1 milliards pour atteindre 292,9 milliards. Cette consolidation provient à la fois de celle des avoirs extérieurs de

l'Institut d'Émission de 68,4 milliards et de la position extérieure des banques de 30,7 milliards. Le raffermissement de la position extérieure dénote principalement de la reprise en juin 2010 des décaissements de certains financements extérieurs, notamment les appuis budgétaires qui atteignent 47,2 milliards à fin décembre 2010, de la réception de divers dons dans le cadre de la gestion de la crise alimentaire et de l'organisation des élections ainsi que du rapatriement des recettes d'exportations minières à hauteur de 218,3 milliards. Il décrit également la forte participation des banques locales aux émissions de titres publics sur le marché financier régional. En revanche, la progression de la facture d'importation et les règlements des charges de la dette, ayant cumulé à 324,0 milliards, ont modéré le rythme d'accumulation de réserves extérieures. Quant à l'encours des crédits intérieurs, il s'est situé à 351,1 milliards, soit une hausse de 39,8 milliards ou 12,8% par rapport au mois de décembre 2009. Cette évolution provient de la dégradation de la Position Nette du Gouvernement (PNG) de 3,8 milliards et d'une augmentation de l'encours des crédits à l'économie de 36,2 milliards. Épousant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire affiche une expansion de 102,8 milliards ou 21,7%, en passant de 473,2 milliards au 31 décembre 2009 à 576,0 milliards à fin décembre 2010. Cette situation procède de la consolidation des dépôts en banque de 56,2 milliards ou 19,8%, et de l'injection dans la circulation fiduciaire de 47,0 milliards ou 25,0%.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie excédentaire de 96 588 millions contre un déficit de 89 754 millions en 2009. L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements de 2000 à 2010 fait apparaître les évolutions ci-après :

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements
(Montants en millions de FCFA)

Année	Soldes
2000	22 734
2001	32 731
2002	-13 420
2003 ajusté	42 471
2004	-10 305
2005	12 400
2006	87 283
2007	68 351
2008	72 696
2009	-89 754
2010	96 588

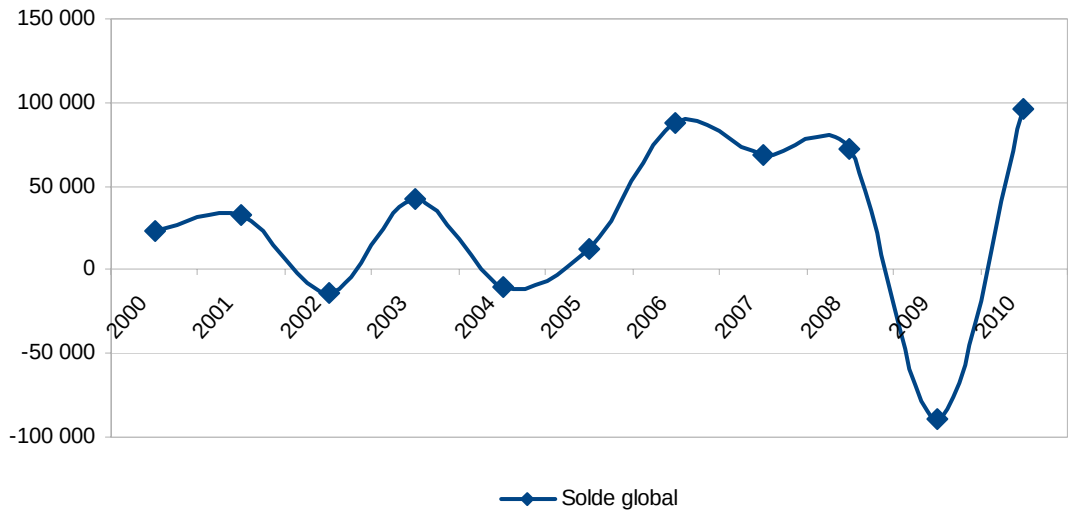
Source : BCEAO

Au cours de la première moitié de la décennie, le solde global de la balance des paiements du Niger a alterné entre les excédents et les déficits. En effet, si le début de la décennie fut marqué par des excédents sur deux années consécutives, en 2000 et 2001, l'année 2002 a renoué avec le déficit. L'excédent apparent observé en 2003, soit 42 471 millions, est

attribuable à un réajustement statistique apporté à la méthode de détermination de la circulation fiduciaire. Pour l'année 2004, le solde est de nouveau ressorti déficitaire de 10 304 millions avant de redevenir excédentaire de 2005 à 2008. En rupture de tendance, le solde de l'année 2009 a affiché un déficit de 89 754 millions afin de connaître un excédent de 96 588 millions en 2010.

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements du Niger reste fortement dépendante des chocs exogènes internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques. Il faudrait également ajouter les facteurs externes, tels que la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires sur le marché international et la volatilité des appuis financiers extérieurs.

Grahique 1 : Évolution du solde global de la balance des paiements du Niger entre 2000 et 2010



Les développements ci-après donnent une description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Niger entre 2009 et 2010.

I. BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2010 sont présentés en annexes 1 et 2. Il ressort que le solde déficitaire de la balance courante s'est amélioré, en passant de – 621 322 millions en 2009 à – 562 988 millions en 2010, comme l'indique le tableau 2 ci-après. Cette évolution résulte d'une amélioration de la balance des transferts courants, modérée par la détérioration des soldes des biens, des services et des revenus.

Le ratio du déficit courant rapporté au PIB s'est amélioré de 4,7 points de pourcentage pour ressortir à -20,0% en 2010 contre -24,7% en 2009. Celui du déficit courant, hors transferts

officiels, connaît également une évolution favorable de 3,3 points de pourcentage pour s'établir à -21,7% en 2010.

Tableau 2 *:* Evolution des balances intermédiaires entre 2006 et 2010

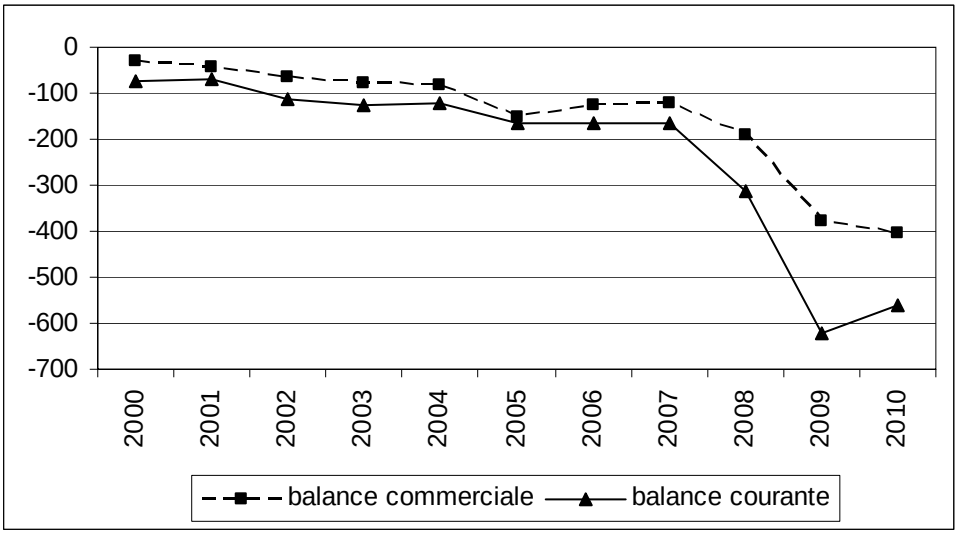
(montants en millions de FCFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Biens	-125 668	-120 463	-195 871	-376 487	-402 812
dont : marchandises générales	-156 894	-150 859	-223 992	-406 033	-453 883
Services Nets	-124 432	-136 467	-210 512	-299 742	-358 894
Revenus Nets	634	-211	-8 482	-16 324	-21837
Transferts courants Nets	85 421	88 791	103 147	71 231	222 076
Balance des paiements courants (BPC)	-164 045	-168 350	-311 718	-621 322	-562 988
PIB nominal	1 906 800	2 035 000	2 419 700	2 511 800	2 809 100
BPC / PIB	-8,6%	-8,3%	-12,9%	-24,7%	-20,0%
BPC, hors dons /PIB	-11,2%	-10,5%	-15,2%	-25,0%	-21,7%

Source : BCEAO

Sur une longue période, les soldes de la balance commerciale et de la balance des transactions courantes présentent une évolution parallèle, comme l'illustre le graphique 2 ci-après. Cette corrélation marquée traduit pour l'essentiel l'importance des échanges de biens et du fret des marchandises dans les transactions courantes du Niger. Toutefois, un décrochage est observé à partir de 2008, en raison de l'accroissement de la consommation des autres services par les entreprises résidentes, induit par le regain d'activité dans les secteurs minier, pétrolier, des télécommunications et des bâtiments et travaux publics.

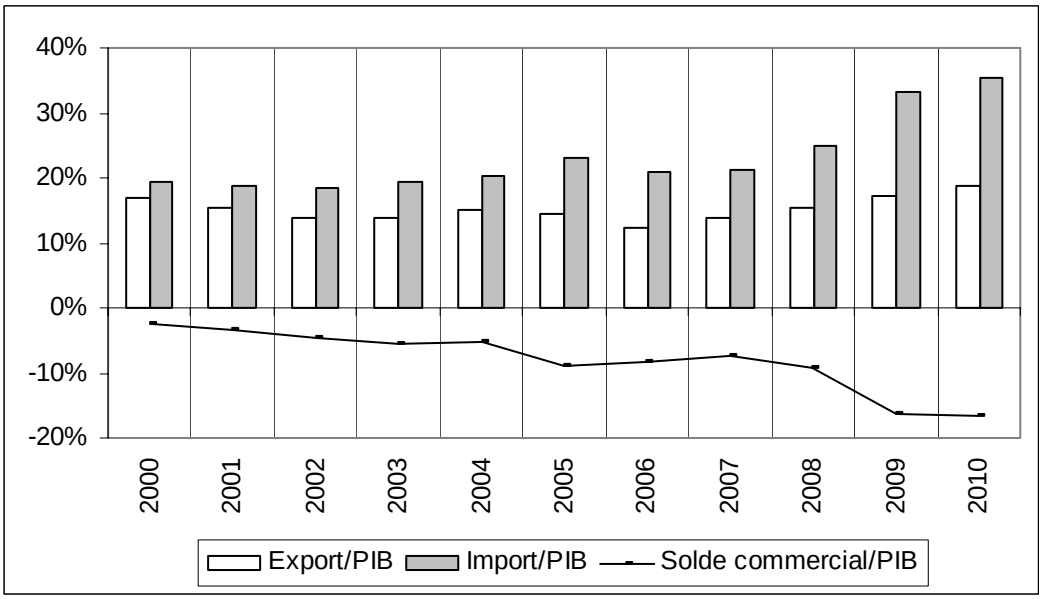
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance commerciale et de la balance courante entre 2000 et 2010



1.1. Evolution de la balance commerciale

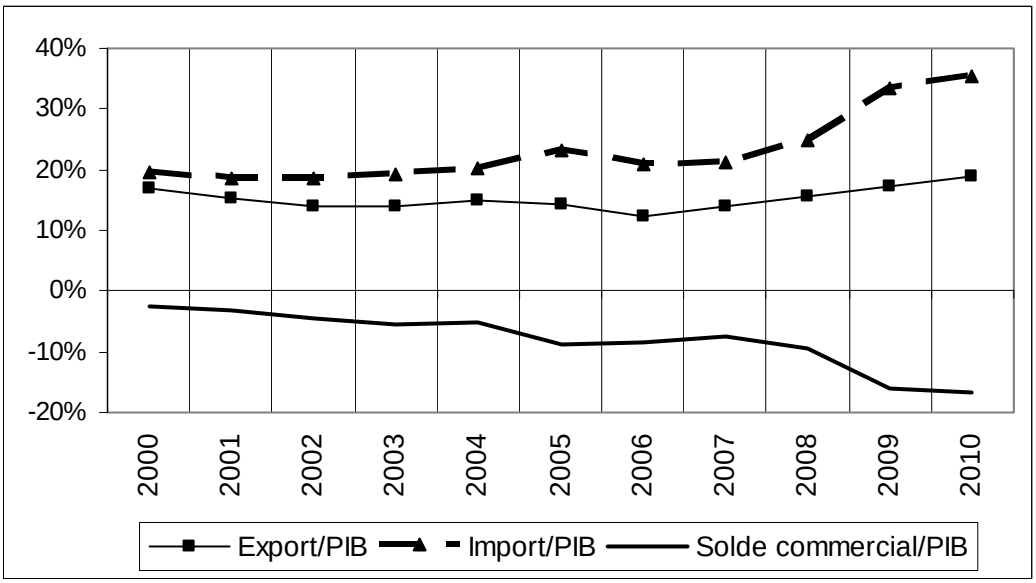
La tendance persistante à la dégradation du solde commercial s'est maintenue en 2010. Le déficit de la balance commerciale, qui était de 376 487 millions en 2009, s'est accentué pour atteindre 402 812 millions en 2010. Le ratio du déficit commercial, rapporté au PIB, est passé de 15,0% en 2009 à 14,8% en 2010, en raison d'une croissance plus forte du PIB nominal.

Graphique 3 : Evolution des indicateurs de la balance commerciale entre 2000 et 2010



L'évolution du déficit commercial entre 2009 et 2010 résulte d'un accroissement des importations (+124 766 millions) plus rapide que celui des exportations (+77 606 millions). Il en est ressorti un taux de couverture des importations FOB par les exportations de 58,6% en 2010 contre 54,7% un an plus tôt. Les graphiques 3 et 4 ci-après présentent l'évolution récente de la balance commerciale.

Graphique 4 : Évolution des ratios de la balance commerciale entre 2000 et 2010



1.1.1. Exportations de biens

Le tableau 3 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements. Il en ressort un montant total des exportations de 570 131 millions en 2010 contre 470 701 millions en 2009, soit une hausse de 21,1% provenant de la rubrique des marchandises générales (+77 606 millions), notamment les produits agropastoraux en liaison avec la hausse du prix à l'exportation. S'agissant du poste « autres biens », constitué notamment des achats de carburants par les compagnies aériennes étrangères en escale à l'Aéroport International Diori Hamani (AIDH) de Niamey et des expéditions d'or, il s'est également accru en ressortant à 61 413 millions en 2010 contre 39 589 millions en 2009. Cette évolution s'explique principalement par la fin des ventes à terme d'une partie de la production d'or. Celles-ci avaient été conclues sur une base largement inférieure au prix du marché, ce qui a conduit à sous-évaluer le montant des expéditions d'or depuis 2004.

Tableau 3 *:* Evolution des exportations selon les différents postes de biens

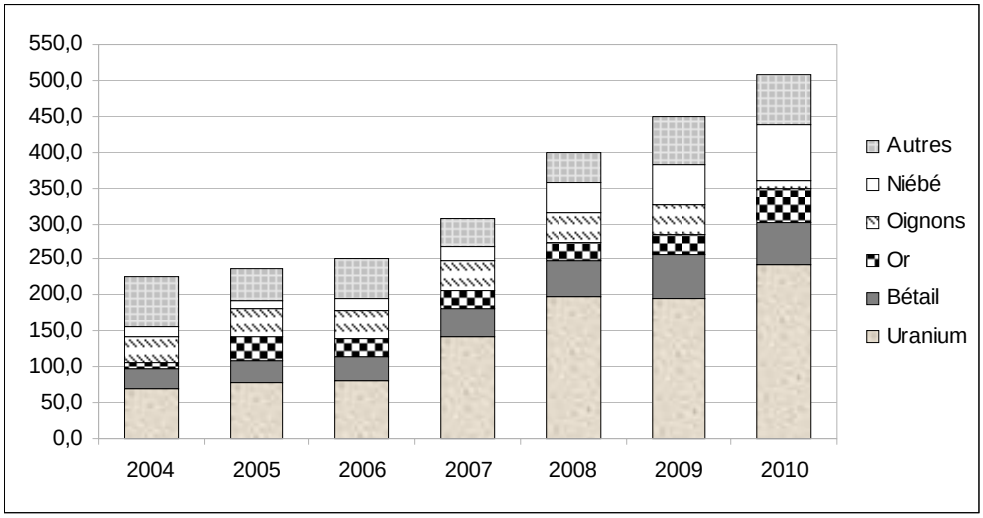
(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Marchandises générales	230 241	281 154	370 418	431 112	508 718
Autres biens	35 367	36 737	38 112	39 589	61 413
dont Biens exportés pour transformation	*-*	*-*	*61*	*-*	*-*
Réparations de biens	*-*	*-*	*-*	*-*	*2*
Avitaillement	*11 093*	*11 208*	*11 676*	*10 452*	*15 002*
Or non monétaire	*24 274*	*25 529*	*26 375*	*29 137*	*46 409*
TOTAL DES EXPORTATIONS	**265 608**	**317 891**	**408 530**	**470 701**	**570 131**
PIB nominal	1 906 800	2 052 960	2 419 700	2 533 379	2 809 077
Ratio des exportations / PIB	**13,9%**	**15,5%**	**16,9%**	**18,6%**	**20,3%**

Source : BCEAO

L'évolution des exportations des principaux produits depuis 2004 est retracée ci-après (cf. graphique 5). Elle révèle une prédominance des produits miniers (uranium et or) et des produits agropastoraux (bétail, oignon et niébé notamment).

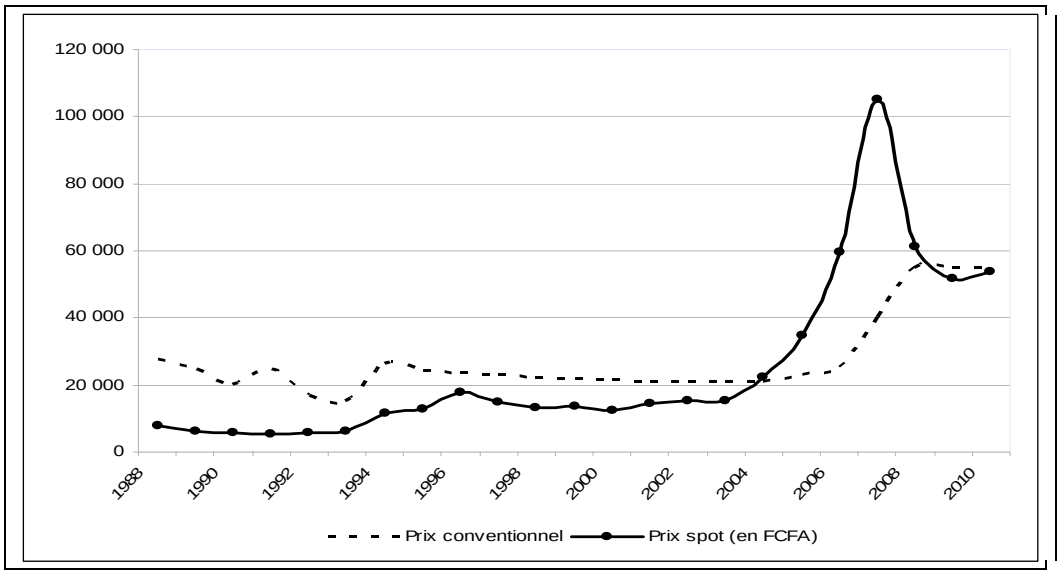
Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits entre 2004 et 2010



1.1.1.1. Uranium

Le volume d'uranium exporté par les sociétés minières s'est situé à 4 200,0 tonnes en 2010 contre 3 200,0 tonnes en 2009, soit une hausse de 30,9%. Quant au prix conventionnel du kilogramme, il est resté inchangé à 55 000 FCFA le kilogramme. Dans ce contexte, les exportations d'uranium se sont établies à 242 250 millions en 2010, après 195 585 millions enregistrés en 2009, soit une hausse de 23,9% imputable à l'augmentation du volume exporté, en ligne avec l'amélioration de la méthode de traitement de minerai et la mise en exploitation d'une nouvelle usine par la Société des Mines d'Azélik (SOMINA).

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 1988 et 2010



1.1.1.2. Or

L'or, traditionnellement analysé dans le poste « autres exportations », a fait l'objet d'une attention particulière en raison de son importance dans le total des exportations. Selon les estimations effectuées à partir des données disponibles, les exportations d'or industriel se sont situées à 1 572,1 kilogrammes en 2010, en baisse de 14,5% par rapport à leur niveau de l'année 2009. Concernant l'or issu de la production artisanale, les quantités exportées sont estimées à 936,4 kg, en hausse de 2,0% par rapport à l'année 2009. Le prix de vente de l'or issu de l'orpaillage s'est également inscrit en hausse de 35,1% en 2010. Dans ces conditions, la valeur des exportations d'or est ressortie à 46 409 millions, en progression de 59,3% par rapport à 2009 suite à la bonne tenue du prix de l'or sur le marché international et à la fin des ventes à terme.

1.1.1.3. Bétail

Les résultats définitifs de la campagne agricole 2009/2010, publiés par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAE), indiquent un important déficit fourrager dans les zones pastorale et agropastorale. En effet, le déficit fourrager est estimé à 16,0 millions de tonnes de matières sèches, correspondant à environ deux tiers (2/3) des besoins globaux du cheptel. Cette situation a aggravé le coût de l'entretien du bétail, conduisant à un accroissement de la propension des paysans à déstocker.

Ainsi, le volume des exportations du bétail a connu une hausse de 3,6% par rapport à l'année 2009. En revanche, les prix se sont repliés de 7,4%, en liaison avec l'augmentation de l'offre et une baisse de la qualité des présentations, affectée par une insuffisance du

pâturage. En conséquence, la valeur des exportations de bétail s'est inscrite en baisse de 4,1% pour s'établir à 58 137 millions en 2010.

1.1.1.4. Oignons

En 2010, la production de l'oignon a enregistré un net recul, en raison de la faible pluviométrie qui a caractérisé la campagne agricole 2009/2010. Les quantités exportées se sont ainsi repliées de 14,0% en 2010 pour se situer à 43 589 tonnes. S'agissant des prix à l'exportation, ils sont estimés en hausse de 14,8%, en raison d'une pression de la demande extérieure. Il en résulte un niveau d'exportations d'oignons de 39 760 millions en 2010 contre 40 280 millions en 2009, en baisse de 1,3%.

1.1.1.5. Niébé

Les exportations en volume de niébé se sont établies à 92 886 tonnes, en diminution de 25,0% par rapport à 2009. La baisse du volume reflète la forte chute de la production révélée par les résultats définitifs de la campagne agricole 2009/2010, publiés en février 2010. En revanche, les estimations du prix font ressortir une hausse de 11,3% en 2010. En conséquence, la valeur des exportations de niébé s'est située à 52 796 millions, en régression de 8,6%.

*1.1.1.*6. Autres exportations

Les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, riz paddy, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de produits pétroliers, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.). Ces exportations sont ressorties à 115 775 millions en 2010 contre 76 813 millions en 2009, soit une hausse de 50,7% imputable à l'augmentation des réexportations (+60,5%).

L'annexe 5 présente l'évolution des exportations de marchandises par principaux produits, telles qu'elles ressortent des statistiques officielles, et des ajustements opérés. Il en ressort une hausse des exportations ajustées.

Quant au ratio du service de la dette extérieure sur les exportations[2], il est ressorti à 3,0%, en baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2009. Il est largement au dessous du seuil de vulnérabilité fixé à 20%.

---

[2] Ce ratio constitue un indicateur de viabilité de la dette qui évalue la part des recettes d'exportations qui sera absorbée par le service de la dette. Il permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement des engagements face à une baisse inattendue des recettes d'exportation.

Tableau 4 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations ajustées de marchandises générales

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
1. Exportations totales ajustées	265 608	317 891	408 530	470 701	570 131
2. Services de la dette*	10 539	12 300	17 500	17 381	17 354
Service de la dette/Exportations	**4,0%**	**3,9%**	**4,3%**	**3,7%**	**3,0%**

** Service de la dette = principal + intérêts*

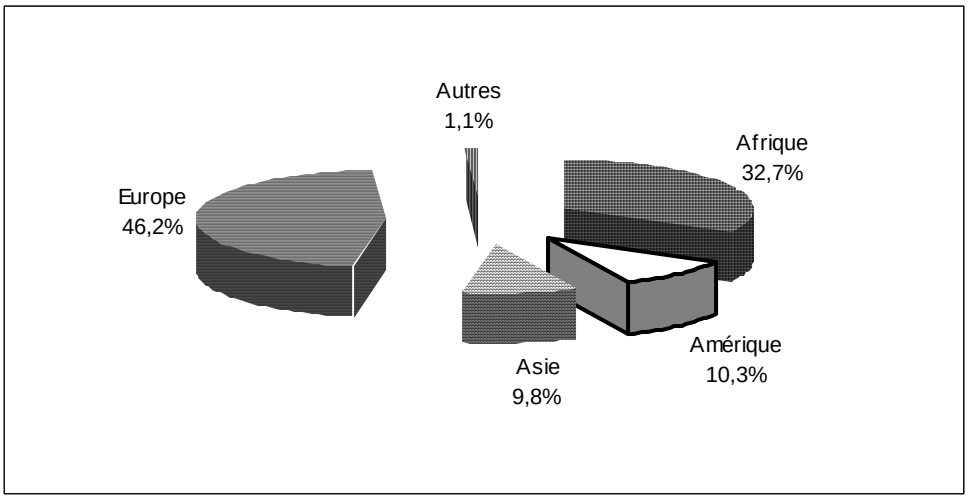
Le tableau 5, ci-après, retrace les exportations de marchandises selon les pays de destination.

Tableau 5 : Destination des exportations non ajustées (commerce général) du Niger

Destination	2009	2010	2009	2010
	Montants en millions de FCFA		Parts relatives en %	
EUROPE	**176 440,0**	**181 324,4**	**43,8%**	**46,2%**
Union Européenne dont :	144 803,0	142 302,0	35,9%	36,2%
. France	129 864,0	133 205,6	32,2%	33,9%
. Espagne	2 730,0	467,3	0,7%	0,1%
. Allemagne	53,0	260,8	0,0%	0,1%
Suisse	31 637,0	39 022,4	7,8%	9,9%
AFRIQUE	**122 901,0**	**128 382,8**	**30,5%**	**32,7%**
UEMOA dont :	37 112,0	36 646,1	9,2%	9,3%
. Bénin	17 137,0	7 256,9	4,2%	1,8%
. Burkina Faso	5 904,0	9 993,4	1,5%	2,5%
. Côte d'Ivoire	1 555,0	5 882,7	0,4%	1,5%
. Guinée Bissau	375,0	275,5	0,1%	0,1%
. Mali	4 145,0	5 002,4	1,0%	1,3%
. Sénégal	990,0	3 765,3	0,2%	1,0%
. Togo	7 006,0	4 469,9	1,7%	1,1%
Nigeria	80 552,0	77 384,3	20,0%	19,7%
Ghana	3 756,0	14 090,8	0,9%	3,6%
Autres	1 481,0	261,6	0,4%	0,1%
AMERIQUE	**68 038,0**	**40 397,5**	**16,9%**	**10,3%**
USA	67 952,0	39 979,5	16,9%	10,2%
Canada	86,0	55,0	0,0%	0,0%
Autres	0,0	363,0	0,0%	0,1%
ASIE dont	**31 353,0**	**38 415,0**	**7,8%**	**9,8%**
Japon	30 190,0	34 093,7	7,5%	8,7%
AUTRES PAYS	**4 502,0**	**4 321,3**	**1,1%**	1,1%
TOTAL	**403 234,0**	**392 841,0**	**100,0%**	**100,0%**

Source : *Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la cinquième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.*

L'analyse des données du tableau 5 fait ressortir une nette progression de la part des exportations à destination de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie et un repli de celle de l'Amérique. L'Europe demeure le premier marché à l'exportation du Niger en absorbant 46,2% de ses ventes en 2010, suivie de l'Afrique (32,7%), de l'Asie (9,8%) et de l'Amérique (10,3%).



Graphique 7 : répartition des exportations par zone géographique en 2010

Le maintien de l'Europe à sa place de premier client du Niger s'explique par l'accroissement du volume de l'uranium exporté en direction de ce continent. Les exportations d'or, essentiellement orientées vers la Suisse, contribuent également à la consolidation de cette prédominance.

Quant à l'Afrique, elle occupe la deuxième place de partenaire du Niger à l'exportation, avec 32,7% des échanges. Cette situation est due essentiellement à la bonne tenue des prix des produits agricoles exportés (niébé notamment), en dépit des sous-estimations constatées au niveau des données officielles[3].

Ainsi, le Nigeria retrouve sa place habituelle de deuxième client après la France et principal débouché pour le bétail et le niébé avec 19,7% du chiffre d'affaires total en 2010.

En ce qui concerne les transactions avec les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des différentes asymétries[4] relevées entre les pays de l'Union. Il ressort que ces pays ont accueilli 9,3% des exportations du Niger en 2010 contre 9,2% en 2009. Les produits vendus dans l'UEMOA sont principalement constitués d'oignons et du bétail, notamment à destination du Bénin, du Burkina Faso et du Mali.

Les ventes d'uranium ont également renforcé la position de l'Asie, qui passe ainsi en troisième position devant l'Amérique. En effet, en ressortant à 38 415 millions, les exportations à destination de l'Asie, dominées par les expéditions d'uranium vers le Japon, enregistrent une hausse relative de 2,0 points de pourcentage.

---

[3] En effet, les flux non-contrôlés, qui portent principalement sur les produits du cru, constituent une part importante des ventes du Niger en direction de ses partenaires de la sous-région.

[4] Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, la Banque Centrale a mis en place en 2007 une Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

1.1.2. Importations

Le tableau 6 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements.

Tableau 6 : Evolution des importations FOB de biens

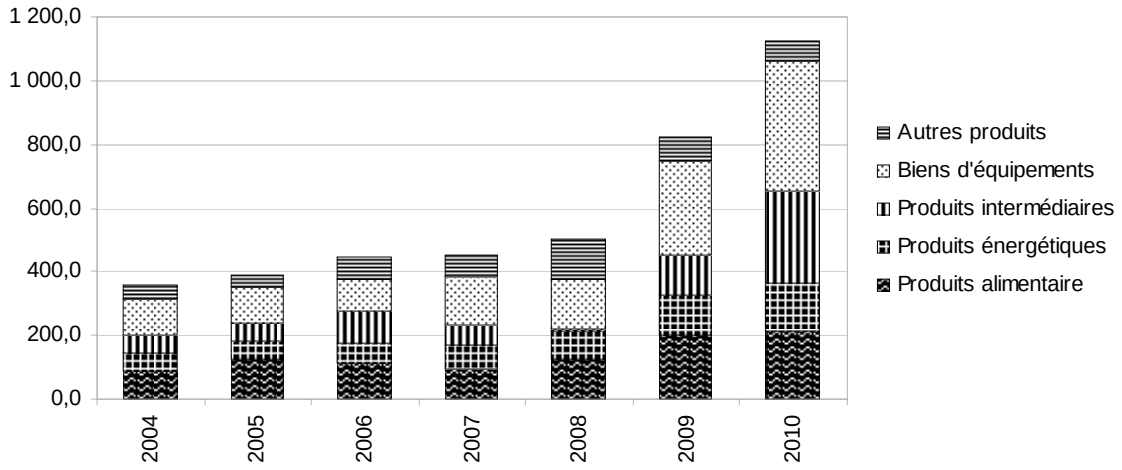
(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Marchandises générales	387 135	432 013	594 410	837 835	962 601
Biens importés pour transformation	-	-	-	-	-
Réparations de biens	406	342	187	450	941
Avitaillement	3 735	5 999	9 804	9 593	9 401
Or non monétaire	-	-	-	-	-
Total importations fob de biens	**391 276**	**438 354**	**604 401**	**847 878**	**972 943**
PIB nominal	1 906 800	2 052 960	2 419 700	2 533 379	2 809 077
Importations fob de biens /PIB	**20,5%**	**21,4%**	**25,0%**	**33,5%**	**34,6%**

Source: Calculs effectués par la BCEAO à partir des données de l'INS et des résultats d'enquêtes.

L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 8 ci-dessous, élaboré à partir des données de l'annexe 6.

Graphique 8 : Evolution des importations en valeur par grands groupes de produits de 2004 à 2010



La décomposition de ces groupes de produits (annexe 7) a permis de faire ressortir, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger. Les biens d'équipement constituent le groupe prédominant, avec 36,0% du total des achats à l'extérieur, suivis des biens intermédiaires (25,8%), des produits alimentaires (18,7%) et énergétiques (13,7%). L'accroissement des importations des biens intermédiaires et d'équipement est en ligne avec l'intensification des investissements dans les secteurs minier et pétrolier ainsi que ceux de télécommunication et de BTP. Quant à la hausse des factures alimentaire et énergétique, elle résulte de l'envolée des prix de ces produits sur le marché mondial. La demande de

produits alimentaires s’est également ressentie du contexte de crise alimentaire, consécutive au déficit céréalier de la campagne 2009/2010.

Comme l'indique le tableau 7, la zone Asie demeure la principale source d'approvisionnement du Niger, avec 43,2% de la valeur totale des importations au titre de l’année 2010. Elle est suivie par l'Europe et l'Afrique avec respectivement 27,6% et 20,3% des marchandises importées. Quant à l'Amérique, elle a livré 7,8% des importations du Niger.

L'Asie fournit pour l'essentiel des appareils électroniques, des biens d'équipement, des céréales, des produits pétroliers, du matériel de bureau, des textiles, des friperies et du thé. Les importations de produits asiatiques sont ressorties à 487 144 millions en 2010 contre 298 584 millions en 2009. Cette augmentation est essentiellement tirée par les importations en biens d'équipement et intermédiaires destinées aux sociétés pétrolières et minières chinoises dont la part est passée de 25,9% en 2009 à 36,0% en 2010.

Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées pour l'essentiel des produits pétroliers, pharmaceutiques et laitiers, des cigarettes, du matériel de télécommunication, des appareils de précision, des véhicules d'occasion et des produits de conserve. Elles ont augmenté de 27,8%, pour ressortir à 310 713 millions en 2010.

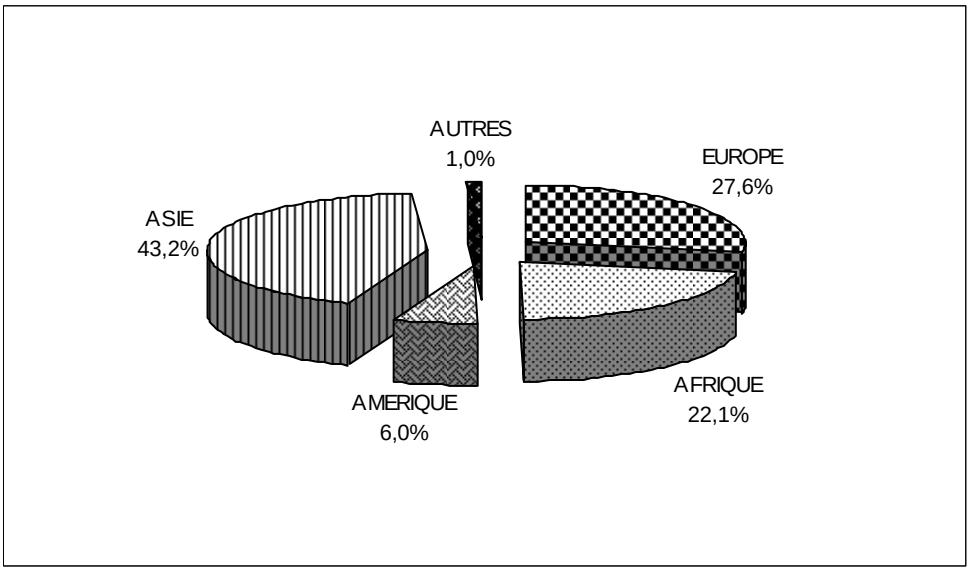
Au niveau du continent africain, 44,2 % des marchandises proviennent de la Zone UEMOA. Les importations de cette zone sont principalement composées du ciment, des huiles de cuisine, de céréales et des fruits et légumes. Les approvisionnements en provenance de la Zone UEMOA ont perdu 7,2 points de pourcentage, pour s'établir à 100 978 millions à fin décembre 2010 contre 132 359 millions en 2009. Ces transactions sont dominées par le Togo (30,8%), suivi de la Côte d’Ivoire (29,6%) et du Bénin (14,4%).

Tableau 7 : Orientation géographique des importations sur la base des statistiques officielles

Pays de provenance	**2009**	**2010**	**2009**	**2010**
	Montants en millions de FCFA		Parts relatives en %	
EUROPE	**228 505**	**310 713**	**27,8%**	**27,6%**
Union Européenne dont :	214 795,0	306 055,0	26,2%	27,2%
. France	91 763,0	124 256,8	11,2%	11,0%
. Royaume-Uni	22 827,0	58 322,3	2,8%	5,2%
. Allemagne	15 826,0	23 053,8	1,9%	2,0%
. Pays-Bas	53 080,0	36 147,0	6,5%	3,2%
. Espagne	6 159,0	5 908,7	0,8%	0,5%
. Italie	8 007,0	6 407,2	1,0%	0,6%
. Autres pays EU	17 133,0	51 959,2	2,1%	4,6%
Autres pays d'Europe	13 710,0	4 658,0	1,7%	0,4%
AFRIQUE	**186 966,0**	**228 706,8**	**22,8%**	**20,3%**
UEMOA dont :	132 359,0	100 978,0	16,1%	9,0%
. Bénin	40 202,0	14 561,1	4,9%	1,3%
. Burkina Faso	15 563,0	13 776,9	1,9%	1,2%
. Côte d'Ivoire	36 046,0	29 934,1	4,4%	2,7%
. Guinée Bissau	0,0	0,0	0,0%	0,0%
. Mali	8 790,0	6 533,0	1,1%	0,6%
. Sénégal	4 751,0	5 039,8	0,6%	0,4%
. Togo	27 007,0	31 133,1	3,3%	2,8%
Nigéria	38 760,0	73 899,6	4,7%	6,6%
Ghana	6 091,0	28 721,7	0,7%	2,5%
Autres pays d'Afrique	9 756,0	25 107,5	1,2%	2,2%
AMERIQUE dont	**53 780,0**	**88 076,9**	**6,6%**	**7,8%**
USA	35 469,0	64 881,9	4,3%	5,8%
Canada	2 558,0	2 419,0	0,3%	0,2%
Autres	15 753,0	20 776,0	1,9%	1,8%
ASIE dont	**298 584,0**	**487 144,0**	**36,4%**	**43,2%**
Japon	27 225,0	36 096,0	3,3%	3,2%
Pakistan	10 291,0	6 410,7	1,3%	0,6%
Rép. Pop. Chine	212 306,0	405 163,0	25,9%	36,0%
Inde	13 922,0	5 353,0	1,7%	0,5%
Thaïlande	17 535,0	7 672,0	2,1%	0,7%
Autres	17 305,0	26 449,3	2,1%	2,3%
AUTRES PAYS	**52 693,0**	**11 795,6**	**6,4%**	**1,0%**
TOTAL	**820 528,0**	**1 126 436,3**	**100,0%**	**100,0%**

Source : *INS, données provisoires, avec prise en compte des résultats de la Cellule chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.*

Graphique 9 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation (en 2010)



1.2. Balance des services

Le solde des services s'est dégradé de 59 142 millions, pour ressortir déficitaire de 358 956 millions en 2010. Cette situation est imputable aux évolutions des postes « transports », principalement le fret, « divers services aux entreprises » et « services personnels, culturels et relatifs aux loisirs ».

L'alourdissement de la facture des transports s'explique essentiellement par l'accroissement du fret des marchandises, en liaison avec la hausse des importations conjuguée à l'envolée du prix du carburant, qui constitue l'essentiel du coût du transport. Ce poste demeure le plus important en raison de l'enclavement du pays et de l'augmentation continue des importations. Quant à la consommation des autres services extérieurs (frais de mission et de formation à l'étranger, services de consultation et des BTP, etc.), elle a également connu une progression significative. La poursuite des grands chantiers minier et pétrolier, des travaux de construction d'un deuxième pont à Niamey et du barrage de Kandadji, ainsi que l'intensification des activités dans le domaine des télécommunications expliquent l'essentiel de cette demande.

Tableau 8 *:* Evolution de la balance des services de 2006 à 2010

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Transports	-113 908	-125 808	-173 557	-248 019	-265 737
Voyages	4 432	4 989	4 652	5 785	6 771
Autres services	-14 956	-18 872	-43 032	-57 580	-99 990
Total balance des services	**-124 432**	**-139 691**	**-211 937**	**-299 814**	**-358 956**

Source : BCEAO

1.2.1. Transports

En liaison avec l'évolution du fret, le solde déficitaire des transports s'est dégradé, passant de 248 019 millions en 2009 à 265 737 millions en 2010. Les dépenses nettes au titre du fret et des assurances, qui en sont la composante essentielle, se sont chiffrées à 263 642 millions, marquant ainsi une dégradation de 28 689 millions ou 12,2% par rapport à l'année 2009.

Tableau 9 : Evolution du poste "transports"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Transports	-113 908	-125 808	-173 557	-248 019	-265 737
- passagers	-5 434	-7 509	-10 567	-13 186	-1 435
- Fret	-108 756	-118 528	-163 242	-234 953	-263 642
- Autres	282	229	252	120	-660
Importations CAF de marchandises	-496 326	-550 541	-759 672	-1 116 328	-1 226 242
Fret/Importations. CAF	**21,9%**	**21,5%**	**21,5%**	**21,0%**	**21,5%**

Source : BCEAO

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti excédentaire de 6 771 millions en 2010 contre 5 785 millions un an plus tôt. Cette situation est essentiellement imputable à l'évolution du poste « voyage à titre professionnel». Ce poste, habituellement dominé par les dépenses des travailleurs saisonniers et frontaliers, a été influencé par l'afflux d'opérateurs des secteurs minier et pétrolier à partir de l'année 2008 et de l'organisation de plusieurs foires en 2010.

Tableau 10 *:* Evolution du poste "voyages"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Voyages	4 432	4 989	4 652	5 785	6 771
- à titre professionnel	2 443	2 800	5 207	3 949	4 146
- à titre personnel	1 989	2 189	-555	1 836	2 625

Source : BCEAO

1.2.3. Autres Services

Le solde de ce poste est ressorti déficitaire de 99 990 millions en 2010 contre 57 580 millions en 2009, soit une aggravation de 42 410 millions. Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse des règlements des services de bâtiments et travaux publics au profit de non-résidents au titre des services d'ingénierie, en liaison avec l'installation de plusieurs entreprises dans les secteurs minier, pétrolier et des télécommunications.

La ventilation du solde des autres services suivant les rubriques de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements a permis de distinguer, pour l'année 2010, les services nets payés au titre des assurances, de la communication, des BTP et de divers services spécialisés requis par les entreprises nigériennes à l'extérieur. Le tableau 11 ci-après présente l'évolution détaillée de cette catégorie de services.

Tableau 11. Evolution des autres services

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
- Services d'assurance	-3 226	-4 500	-6 580	-7 074	-11 287
- Services aux entreprises	2 928	1 495	-16 540	-14 226	-28 229
- Services de communication	2 928	1 495	333	-1 710	-4 928
- Services de BTP	-2	-5 000	-18 738	-25 985	-38 499
- Services fournis ou reçus par les APU	-	-	-	-	62
- Divers	-17 584	-12 362	-1 507	-8 585	-17 109
Autres services	**-14 956**	**-18 872**	**-43 032**	**-57 580**	**-99 990**

Source : BCEAO

1.3. Revenus nets

Les revenus reçus et versés par le Niger au reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés et des revenus d'investissements ventilés en investissements directs, en intérêts dus au titre de la dette extérieure et en revenus divers émanant des investissements en capital.

Le solde des revenus s'est dégradé de 5 513 millions, pour s'établir à –21 837 millions, en liaison avec l'accroissement des paiements d'intérêts et de versements de dividendes par les sociétés minières et celles des télécommunications, plus important que celui des salaires versés par les non résidents aux résidents.

Tableau 12 : Évolution des revenus

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Total des revenus	634	-211	-8 484	-16 324	-21 837
- rémunération des salariés	14 120	14 564	14 835	15 085	15 572
- revenus des investissements	-13 486	-14 775	-23 317	-31 409	-37 409

Source : BCEAO

Les revenus des salariés, constitués des rémunérations des organismes non-résidents au personnel recruté localement et les revenus des travailleurs saisonniers, se sont situés à 15 572 millions contre 15 085 millions un an plus tôt.

Quant aux revenus des investissements, leur solde s'est alourdi de 6 000 millions entre 2009 et 2010, en ressortant à –37 409 millions. Les versements de dividendes par les sociétés minières et celles des télécommunications constituent l'essentiel de ces flux. S'agissant des intérêts de la dette extérieure, ils se sont établis à 3 154 millions en 2010 contre 4 781

millions en 2009. Il en résulte un ratio des intérêts de la dette publique extérieure sur le total des revenus d'investissements de 8,4%, en baisse de 5,9 points de pourcentage par rapport à 2009.

Tableau 13 : Evolution des revenus nets des investissements

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Total des revenus des investissements	-13 486	-14 775	-23 317	-33 409	-37 409
. Revenus des investissements directs	-6 704	-10 618	-23 345	-25 126	-8 161
. Intérêts sur la dette extérieure	-2 933	-2 700	-3 700	-4 781	-3 154
. Autres revenus du capital	-3 849	-1 457	3 728	-3 502	-26 094
Intérêts de la dette extérieure/Total des revenus des investissements	21,7%	18,3%	15,9%	14,3%	8,4%

Source : BCEAO

1.4. Transferts courants

Les deux principales composantes de ce poste sont les transferts courants publics et les transferts courants privés effectués en faveur des autres secteurs. Les transferts courants publics comprennent les aides budgétaires, les aides alimentaires et les autres dons courants en nature destinés notamment aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la défense. S'agissant des transferts courants des autres secteurs, ils sont pour l'essentiel constitués des envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues par les ONG.

Les aides budgétaires mobilisées en 2010 sont ressorties à 47 200 millions contre 5 900 millions en 2009. S'agissant des aides, en espèces et en nature, elles sont évaluées à 107 100 millions en 2010 contre 4 500 millions en 2009. En effet, la campagne agricole 2009/2010 a été marquée par un important déficit céréalier, qui a induit une crise alimentaire aiguë. D'autres soutiens extérieurs sont également obtenus notamment les appuis dans le cadre de la gestion des impacts des inondations enregistrées en août 2010 et l'organisation des scrutins électoraux 2010-2011. Dans ce contexte, le montant des transferts courants publics a atteint 156 726 millions contre 17 298 millions en 2009.

Quant aux transferts en faveur du secteur privé, ils sont estimés en hausse, en raison notamment de l'augmentation des appuis en faveur des ONG dans le cadre du soutien aux populations vulnérables, atténuée par les rapatriements des salaires par les employés expatriés des sociétés minières et pétrolières. En effet, les rapatriements des salaires sont en constante progression en raison du regain d'activité dans les deux secteurs. Au total, la balance des transferts courants, privés et publics, s'est améliorée en passant de 71 231 millions en 2009 à 222 076 millions en 2010.

Tableau 14 : Evolution des transferts courants

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
- Transferts courants des Adm. Publ.	43 853	44 781	53 577	17 298	156 726
- Transferts courants des autres secteurs	41 568	44 010	49 570	53 933	65 350
. dont envois de fonds des travailleurs	11 419	14 833	17 149	21 046	15 191
Total des transferts courants	85 421	88 791	103 147	71 231	222 076

Source : BCEAO

II - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le solde du compte de capital et d'opérations financières, calculé selon l'optique BCEAO, s'est situé à 664 551 millions en 2010 contre 538 631 millions en 2009, en progression de 125 920 millions. Cette évolution résulte d'une baisse du solde excédentaire du compte de capital et de l'amélioration de celui des opérations financières.

2.1. Compte de capital

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde global de ce compte s'est situé à 96 985 millions en 2010 contre 120 358 millions en 2009. Cette baisse s'explique par le recul des dons projets en relation avec le contexte de transition démocratique de l'année 2010.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
- Transferts de capital Adm. Publ.	871 795	94 438	110 881	109 169	82 995
. Remise de dette	794 513	0	0	3 669	0
. Autres transferts	77 282	94 349	110 881	105 500	82 983
- Transferts des autres secteurs	7 056	6 929	4 016	11 227	14 030
Total des transferts de capital	**878 851**	**101 367**	**114 897**	**120 396**	**97 025**
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	30 400	27 480	123 375	-38	-40
Total compte de capital	**909 251**	**128 847**	**238 272**	**120 358**	**96 985**

Source : BCEAO

2.2. Balance des opérations financières

S'agissant du solde du compte d'opérations financières, il s'est situé à 567 566 millions en 2010 contre 418 273 millions en 2009. Cette évolution traduit principalement l'accroissement des flux de capitaux privés étrangers, sous forme de financements bancaires et d'apports des investisseurs directs. En effet, les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à 495 304 millions en 2010 contre 345 407 millions en 2009, traduisant ainsi le financement des dépenses inhérentes à l'entrée à la phase active des grands chantiers minier et pétrolier ainsi que la poursuite des investissements dans le domaine des télécommunications.

Tableau 16 : Evolution des opérations financières

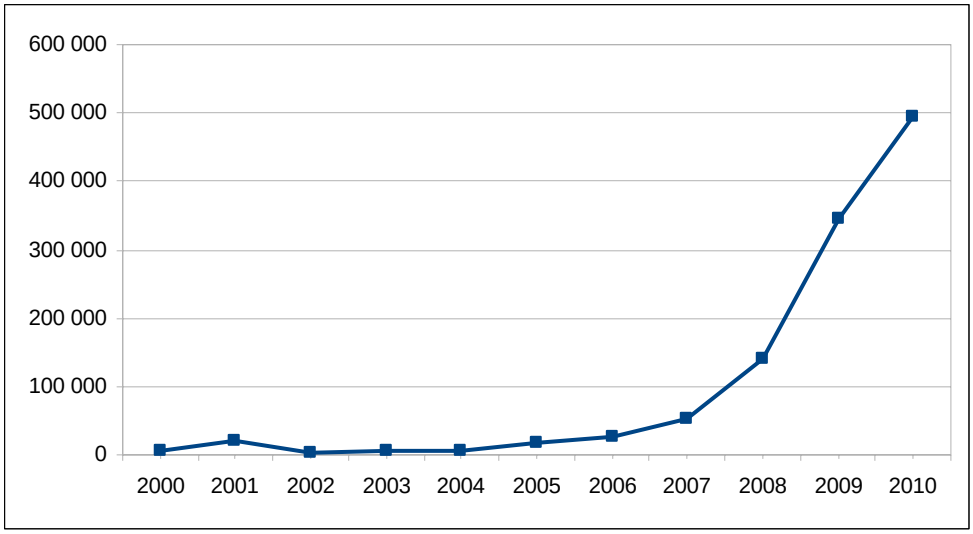
(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
- Investissements directs	26 941	57 984	141 531	345 407	495 304
- Investissements de portefeuille	-2 019	-2 994	-5 450	7 409	9 588
- Autres investissements	-673 636	61 546	15 786	65 457	62 674
Total des opérations financières	**-648 714**	**116 536**	**151 867**	**418 273**	**567 566**

Source : BCEAO

Comme l'indique le graphique 10 ci-après, le profil des investissements directs étrangers (IDE) a présenté une tendance haussière continue à partir de 2002, traduisant le dynamisme du secteur des télécommunications et l'intensification des activités aurifères dont l'exploitation a commencé en octobre 2004. Cette évolution s'est consolidée à partir de 2006, en liaison avec le regain des investissements dans les secteurs minier et pétrolier.

Graphique 10 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2000 et 2010



2.3. Financement exceptionnel

Conformément aux recommandations de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements, le financement exceptionnel n'a pas été retenu comme rubrique de balance des paiements. Les différentes rubriques qui le composent sont, en effet, ventilées au niveau du poste « Transferts de capital » pour les remises de dettes et « Autres investissements » pour les arriérés de paiements, les rééchelonnements et les autres financements.

Aucun financement exceptionnel n'a été enregistré en 2010 comme l'indique le tableau suivant.

Tableau 17 : Evolution du financement exceptionnel

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
1. Remise de dettes	21 800	24 329	18 898	3 669	-
2. Rééchelonnement	3 000	3 500	3 500	3 300	-
. Dette existante	3 000	3 500	3 500	3 300	-
. Arriérés	-	-	-	-	-
3. Variation d'arriérés	-	-	-	-	-
. Accumulation d'arriérés	-	-	-	-	-
. Remboursement d'arriérés	-	-	-	-	-
4. Annulation d'arriérés	-	-	-	-	-
5. Autres	-	-	-	-	-
Total financement exceptionnel	**24 800**	**27 829**	**22 398**	**6 969**	**-**

III - EVOLUTION DES COMPTES MONETAIRES

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des avoirs extérieurs nets traduit un excédent.

Pour l'année 2010, les avoirs extérieurs nets du secteur monétaire se sont améliorés de 99 114 millions en passant de 193 802 millions en 2009 à 292 916 millions en 2010. L'évolution à la hausse du cours du DTS par rapport au franc CFA, d'une année à l'autre, s'est traduite par une augmentation des engagements bruts de la Banque Centrale vis-à-vis du FMI à hauteur de 5 475 millions[5]. Le flux enregistré en balance des paiements a été corrigé de cette variation.

3.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 209 097 millions en 2009 à 340 483 millions en 2010, soit une augmentation de 71 366 millions. Le tableau 18 ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements officiels depuis 2006.

[5] Le DTS s'est, en effet, apprécié de 6,6%, passant de 713,8 FCFA au 31 décembre 2009 à 760,7 FCFA au 30 décembre 2010.

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	2009/2010
Avoirs extérieurs	**183 563**	**262 461**	**334 711**	**296 970**	**374 459**	**77 489**
Position de réserve	5 286	4 306	8 572	4 645	7 501	2 856
DTS détenus	60	30	696	38 757	41 291	2 534
Avoirs en devises	178 217	258 125	325 443	253 568	325 667	72 099
Autres créances	-	-	-	-	-	-
Engagements extérieurs	**15 198**	**21 740**	**33 632**	**27 873**	**33 976**	**6 103**
Recours aux crédits FMI	13 206	17 871	23 885	25 833	29 960	4 127
Banques et institutions étrangères	1 215	2 635	6 793	2 030	4 016	1 986
Engagements en monnaies étrang.	-	-	-	-	-	-
Autres Dépôts Etrangers	-	-	-	-	-	-
Transferts à exécuter	777	1 234	2 954	10	0	-10
Avoirs extérieurs nets	**168 365**	**240 721**	**301 079**	**269 097**	**340 483**	**71 386**

Source : BCEAO

Il apparaît du tableau 18 ci-dessus que la hausse des avoirs officiels nets en 2010 provient principalement de l'augmentation des avoirs en devises de 72 099 millions, atténuée par celle des engagements envers le FMI de 4 127 millions.

3.2. Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions monétaires

Les avoirs extérieurs nets des banques se sont améliorés de 30 698 millions en passant de -30 388 millions en 2009 à 310 millions en 2010. Cette amélioration résulte d'une hausse des avoirs bruts de 53 707 millions, partiellement compensée par celle des engagements bruts de 23 009 millions. Le tableau ci-après retrace l'évolution décrite ci-dessus.

Tableau 19 : Evolution des avoirs et engagements des banques

Montants en millions de F CFA)

RUBRIQUES	2009	2010	2009/2010
Avoirs	67 533	121 240	53 707
Engagements	-97 921	-120 930	-23 009
Position monétaire extérieure (1)	**-30 388**	**310**	**30 698**

Source : BCEAO

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.

En définitive, l'ensemble des évolutions concernant le secteur monétaire s'est traduit par une amélioration de 102 063 millions imputable à une hausse simultanée des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques. La prise en compte de la contrepartie nette positive des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI conduit à un

solde global de la balance des paiements excédentaire de 96 588 millions en 2010 contre un solde déficitaire de 89 754 millions en 2009.

Tableau 20 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN)

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Variation des AEN de la BC	**-101 457**	**-72 357**	**-60 359**	**73 069**	**-71 365**
Variation des AEN du sect. Banc.	**13 666**	**3 196**	**-11 898**	**18 110**	**-30 698**
Solde monétaire	-87 791	-69 161	-72 257	91 179	-102 063
Réévaluation	508	810	-439	-1 425	5 475
Solde global de la balance des paiements	**87 283**	**68 351**	**72 696**	**-89 754**	**96 588**

Source : BCEAO

IV – POSITION EXTERIEURE GLOBALE A FIN 2010

A la différence de la balance des paiements qui enregistre des flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des engagements financiers des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. La PEG représente un état de patrimoine et a pour objectif de retracer, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Elle complète les informations fournies par la balance des paiements, en rendant compte des variations de prix et de taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin de l'année.

A fin 2010, la PEG s'est située à -1 228 691 millions contre un solde de -763 254 millions un an plus tôt, soit une détérioration de 465 437 millions. Ce résultat traduit un accroissement des engagements plus rapide que celui des avoirs, en liaison principalement avec l'accumulation des capitaux privés étrangers.

Les avoirs et engagements financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde se présentent comme ci-après à fin 2010 :

Tableau 21 : Evolution de la position extérieure globale

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques de la PEG	2007	2008	2009	2010
A– Avoirs	**345 265**	**460 689**	**419 885**	**556 374**
Investissements directs à l'étranger	2 237	6 089	34 069	4 482
Investissements de portefeuille	8 548	21 931	17 983	22 799
Autres investissements	72 019	97 958	70 843	154 634
Avoirs de réserve	262 461	334 711	296 990	374 459
Dont position de réserve au FMI	*4 306*	*8 572*	*4 665*	*7 501*
B – Engagements	**556 665**	**833 605**	**1 183 139**	**1 785 065**
Investissements directs de l'étranger dans l'écon.	123 273	294 019	639 426	1 105 143
Investissement de portefeuille	1 174	749	5 577	21 779
Autres investissements	432 218	538 837	538 136	658 143
Dont encours de la dette publique extérieure	*302 480*	*369 165*	*409 311*	*412 184*
Position extérieure nette (A-B)	**-211 400**	**-372 916**	**-763 254**	**-1 228 691**

Source : BCEAO

Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 556 374 millions en 2010, en hausse de 136 489 millions par rapport à 2009. Cette évolution est imputable à l'augmentation des postes « avoirs de réserves » (+77 469 millions) et « autres investissements » (+83 791 millions), atténuée par la diminution des investissements directs à l'étranger à hauteur de 29 587 millions.

Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 1 785 065 millions en 2010 contre 1 183 139 millions en 2009, en progression de 601 926 millions essentiellement imputable à la hausse des investissements directs étrangers (+465 717 millions) et les autres investissements (+120 007 millions).

Des évolutions ci-dessus, il résulte une détérioration de la position extérieure débitrice du Niger qui passe ainsi de 763 254 millions à 1 228 691 millions entre 2009 et 2010.

CONCLUSION

Les comptes extérieurs du Niger, en 2010, ont été marqués par une forte amélioration du solde global, qui est ressorti excédentaire après un déficit en 2009. Cette consolidation du solde global est imputable à une réduction significative du déficit courant, conjuguée à l'amélioration de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

Le déficit du compte des transactions courantes est passé de 621 322 millions en 2009 à 562 988 millions en 2010, soit une amélioration de 58 338 millions. Cette situation résulte de la contraction du déficit de la balance commerciale et d'un accroissement de l'excédent du compte des transferts courants, dont les effets ont été partiellement compensés par une dégradation de la balance des services et des revenus nets.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières a enregistré une hausse de 23,4%, sous l'effet de l'augmentation simultanée des entrées nettes au titre du compte de capital et du compte d'opérations financières. Cet excédent s'explique par la poursuite des investissements opérés par les entreprises minières, pétrolières et de télécommunications.

Globalement, le solde de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 96 588 millions en 2010 contre un déficit de 89 754 millions en 2009.

A N N E X E S

Annexe 1 : Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)

(Montants en millions de FCFA)

Intitulés	2007	2008	2009	2010
Comptes des transactions courantes	**-168 350**	**-311 718**	**-621 322**	**-562 988**
. Biens	**-120 463**	**-195 871**	**-376 487**	**-402 812**
- Marchandises générales	-150 859	-223 992	-406 033	-453 883
Exportations	281 154	370 418	431 112	508 718
Importations	-432 013	-594 410	-837 145	-962 601
- Autres biens	30 396	28 121	29 546	51 071
Exportations	36 737	38 112	39 589	61 413
Importations	-6 341	-9 991	-10 043	-10 342
.Services	**-136 467**	**-210 512**	**-299 742**	**-358 894**
-Transports:	-125 808	-173 557	-248 019	-265 205
dont fret	-118 528	-163 242	-234 953	-263 642
-Voyages	5 626	4 652	5 785	6 771
-Services fournis ou reçus par les ad.	2 587	1 425	72	62
-Autres services	-18 872	-43 032	-57 580	-99 990
.Revenus	**-211**	**-8 482**	**-16 324**	**-21 837**
-Rémunération des salariés	14 564	14 835	15 085	15 572
-Revenus des investissements:	-14 775	-23 317	-31 409	-37 409
dont intérêts sur dette publique	-8 594	-3 700	-4 781	-3 154
.Transferts courants	**88 791**	**103 147**	**71 231**	**222 076**
-Administrations publiques	44 781	53 577	17 289	156 726
-Autres secteurs	44 010	49 570	53 933	65 350
Compte de capital et d'op.financières	**245 383**	**390 139**	**538 631**	**664 551**
.Capital	**128 847**	**238 272**	**120 358**	**96 985**
.Transferts de capital	101 367	114 897	120 396	97 025
-Administrations publiques	94 438	110 881	109 169	82 995
Remises de dettes	-	-	3 669	
Autres	94 349	110 800	105 500	82 983
-Autres secteurs	6 929	4 016	11 227	14 030
.Acquis. et cess. d'actifs n. fin.n.pdts	27 480	123 375	-38	-40
.Opérations financières	**116 536**	**151 867**	**418 273**	**567 566**
.Investissements directs	57 984	141 531	345 407	495 304
-De l'économie à l'étranger	-3 860	-10 914	-27 980	29 587
-De l'étranger dans l'économie	61 844	152 445	373 387	465 717
.Investissements de portefeuille	-2 994	-5 450	7 409	9 588
-Avoirs	-96	326	3 948	-4 096
-Engagements	-2 898	-5 776	3 461	13 684
.Autres investissements	61 546	15 786	65 457	62 674
-Avoirs	-7 204	33 814	27 115	2 951
-Engagements	68 750	-18 026	38 342	59 723
Pour mémoire				
.Financements exceptionnels	27 829	22 398	3 669	
Rééchelonnements	3 500	3 500	3 300	
Remises de dettes	24 329	18 898	3 300	
Variation d'arriérés	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
.Erreurs et omissions	**-8 682**	**-5 725**	**-7 063**	**-6 496**
Solde global	**68 351**	**72 696**	**-89 754**	**96 588**
.Avoirs et engagements extérieurs	-68 351	-72 696	89 754	-96 588
-Autorités monétaires	-71 547	-60 797	70 719	-67 666
Avoirs	-79 158	-71 972	76 620	-71 928
Engagements	7 611	11 175	-5 758	4 262
Pour mémoire				
Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	810	-439	-1 425	5 475
-Banques	3 196	-11 899	18 110	-28 922
Avoirs	-13 982	-13 419	2 983	-87 462
Engagements	17 178	1 520	15 127	58 540

Source : BCEAO

Annexe 2 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2010 (optique BCEAO)

(Montants en millions de FCFA)

Intitulés	CREDIT	DEBIT	SOLDE
Comptes des transactions courantes	**910 229**	**1 473 217**	**-562 988**
. Biens	**570 131**	**972 943**	**-402 812**
- Marchandises générales	508 718	962 601	-453 883
Exportations	508 718		508 718
Importations		962 601	-962 601
- Autres biens	61 413	10 342	51 071
Exportations	61 413		61 413
Importations		10 043	-10 043
.Services	**58 587**	**417 481**	**-358 894**
-Transports:	412	266 149	-265 737
dont fret		263 642	-263 642
-Voyages	52 147	45 376	6 771
-Services fournis ou reçus par les ad.	62		62
-Autres services	5 966	105 956	-99 990
.Revenus	**30 554**	**52 391**	**-21 837**
-Rémunération des salariés	23 572	8 000	15 572
-Revenus des investissements:	6 982	44 391	-37 409
dont intérêts sur dette publique		3 154	-3 154
.Transferts courants	250 957	28 881	222 076
-Administrations publiques	156 879	153	156 726
-Autres secteurs	94 078	28 728	65 350
Compte de capital et d'op.financières	**737 532**	**72 941**	664 591
.Capital	**97 025**		97 025
.Transferts de capital	82 995		82 995
.administrations publiques	82 983		82 983
Remises de dettes			
Autres			
.autres secteurs	14 030		14 030
.Acquis. et cess. d'actifs n. fin.n.pdts	0	40	-40
.Opérations financières	**640 507**	**72 941**	567 566
.Investissements directs	515 008	19 704	495 304
-De l'économie à l'étranger	32 983	3 396	29 587
-De l'étranger dans l'économie	482 025	16 308	465 717
.Investissements de portefeuille	13 756	4 168	9 588
-Avoirs	17	4 113	-4 096
-Engagements	13 739	55	13 684
.Autres investissements	111 743	49 069	62 674
-Avoirs	16 693	13 742	2 951
Administrations publiques			0
Autres secteurs	16 693	13 742	2 951
-Engagements	95 050	35 327	59 723
Administrations publiques	25 020	11 165	13 855
Autres secteurs	70 030	24 162	45 868
Pour mémoire			0
.Financements exceptionnels			0
Rééchelonnements			0
Remises de dettes			0
Variation d'arriérés			0
Autres			0
.Erreurs et omissions	**695 554**	**702 050**	**-6 496**
Solde global	**2 322 919**	**2 226 331**	**96 588**
.Avoirs et engagements extérieurs	79 173	175 761	-96 588
-Autorités monétaires	9 124	76 790	-67 666
Avoirs	3 006	74 934	-71 928
Engagements	6 118	1 856	4 262
Pour mémoire	0	0	0
Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	6 163	688	5 475
-Banques	70 049	98 971	-28 922
Avoirs	10 003	97 465	-87 462
Engagements	60 046	1 506	58 540

Source : BCEAO

Annexe 3 : Structure et évolution de la balance des transactions courantes

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Biens	-125 668	-120 463	-195 871	-376 487	-402 812
dont : marchandises	-156 894	-150 859	-223 992	-406 033	-453 883
Services nets	-124 432	-136 467	-210 512	-299 742	-358 894
Revenus nets	634	-211	-8 482	-16 324	-21 837
Transferts courants	85 421	88 197	103 147	71 231	222 076
Balance des paiements courants (BPC)	-164 045	-168 682	-311 718	-621 322	-561 467
PIB nominal	1 906 800	2 052 960	2 419 700	2 533 379	2 809 077
BPC hors dons/PIB (en %)	-11,2%	-10,5%	-15,2%	-24,8%	-21,7%

Source : BCEAO

Annexe 4 : Evolution des exportations de marchandises ajustées par principaux produits

(Quantité en tonnes, valeur en millions de FCFA)

Rubriques	**2007**		**2008**		**2009**		**2010**	
	Quant.	Valeur	Quant.	Valeur	Quant.	Valeur	Quant.	Valeur
Uranium	3 415	143 058	3 129	198 188	3 208	195 585	4 200	242 250
Bétail	52 130	37 847	59 949	49 748	70 140	60 643	72 643	58 137
Oignons	84 216	42 110	78 816	42 090	50 685	40 280	43 589	39 760
Niébé	57 238	19 152	83 368	41 786	123 848	57 791	92 886	52 796
Autres march. géné.	162 046	38 987	162 875	38 606	136 205	76 813	184 445	115 775
dont réexportation	145 857	26 815	140 897	26 082	73 625	26 287	79 321	42 188
Marchandises générales	359 045	281 154	388 137	370 418	384 086	431 112	397 763	508 718
Autres biens		36 737		38 112		39 589		61 413,0
dont or	3,4	25 529	3,1	26 375	2,8	29 137	2,5	46 409,0
Total exportations	**391 940**	**317 891**	**402 914**	**408 530**	**384 089**	**470 701**	**397 766**	**570 131**

Source : BCEAO

Annexe 5 : Evolution des exportations de marchandises générales par produits

(Quantité en tonnes, valeur en millions de F CFA)

Rubriques	**2007**		**2008**		**2009**		**2010**	
	Quant.	Valeur	Quant.	Valeur	Quant.	Valeur	Quant.	Valeur
Uranium	3 415	143 058	3 129	198 188	3 208	195 585	4200	242 250
Bétail	45 330	20 984	60 289	75 143	70 538	58 575	73 050	59 093
Oignons	80 206	7 405	75 063	13 283	48 272	12 712	49 991	12 824
Niébé	5 135	787	13 098	2 815	10 728	1 308	11 110	1 320
Autres exportations	154 853	45 400	108 466	49 198	131 340	121 217	135 140	77 354
dont réexportation	145 857	26 815	70 091	26 082	73 625	26 287	79 321	42 188
Total stat. officielles	**288 939**	**217 634**	**260 045**	**338 627**	**264 086**	**389 397**	**273491**	**392 841**
Ajustement de valeur		31 760		15 896		20 857		57 938
Ajustement de champ*		31 760		15 895		20 858		57 939
Exportations ajustées		**281 154**		**370 418**	**384 089**	**431 112**	**397 763**	**508 718**

***Source** : Institut National de la Statistique (INS), Direction Générale des Douanes et BCEAO pour les ajustements.*

** L'ajustement de champ permet notamment d'intégrer les flux qui échappent au circuit officiel et de déduire les exportations d'or et les approvisionnements des aéronefs étrangers (avitaillement), qui sont exclus du commerce général, conformément aux prescriptions de la 5ème édition du manuel de balance des paiements.*

Annexe 6 : Evolution des importations CAF de marchandises

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Produits alimentaires	111 334	91 288	123 738	200 661	211 036
Produits énergétiques	64 119	77 345	91 426	122 952	154 344
Biens intermédiaires	24 357	61 066	75 020	128 554	291 037
Biens d'équipement	100 323	115 985	152 394	293 100	335 207
Autres	145 659	107 439	128 013	75 261	134 812
Total suivant statistiques officielles	445 792	453 123	570 591	820 528	1 126 436
Ajustement de valeur	49 477	73 064	137 311	180 146	65 403
Ajustement de champ	1 057	24 354	51 770	115 654	34 403
Importations totales (CAF)	496 326	550 541	759 672	1 116 328	1 226 242

***Source**: Institut National de la Statistique (INS) et DGD pour les statistiques officielles et BCEAO pour les ajustements.*

Annexe 7 : Evolution des principales marchandises importées (en valeur CAF)

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**
Produits alimentaires	111 334	91 288	123 738	200 661	211 036
- riz	33 425	26 717	50 762	60 534	77 370
- blé et farine de blé	8 526	7 238	8 188	17 262	22 063
- oléagineux	17 886	9 899	12 240	21 183	27 074
- produits laitiers	12 990	7 425	14 760	23 261	29 730
- sucres et sucreries	11 030	10 521	12 666	31 097	39 746
- autres	27 477	29 488	25 122	47 324	15 052
Produits énergétiques	64 119	77 345	91 426	122 952	154 344
- produits pétroliers raffinés	55 110	68 422	80 459	90 947	140 997
Biens d'équipement (*)	117 487	115 985	152 394	293 100	335 207
- camion ,	31 944	41 555	36 037	177 735	203 591
- machines – outils etc..	65 986	61 161	76 481	67 443	77 254
- autres	19 557	13 269	39 876	47 459	54 363
Autres importations	152 852	168 505	203 033	203 815	425 849
dont matériaux de construction (**)	22 122	36 955	48 129	90 767	120 918
tabacs	9 900	11 610	11 360	15 051	18 316
habillement-linge	25 206	25 075	31 390	45 747	61 264
produits pharmaceutiques	18 640	35 532	53 027	29 243	64 731
tissus et fils	8 317	7 729	9 020	11 574	25 620
Total suivant commerce extérieur	445 792	453 123	570 591	820 528	1 126 436
Ajustement de valeur	49 477	73 064	137 311	180 146	65 403
Ajustement de champ	1 057	24 354	51 770	115 654	34 403
Importations totales (CAF)	496 326	550 541	759 672	1 116 328	1 226 242

Source : Institut National de la Statistique (INS) et la BCEAO (pour les ajustements)

(*) Les biens d'équipement comprennent essentiellement les machines et appareils électriques, le matériel de transport, le matériel de précision et les biens meubles.

(**) Il s'agit principalement du ciment et du fer à béton.

Annexe 8 : Evolution des importations de produits alimentaires et de produits pétroliers (valeur CAF), avant ajustement

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Produits alimentaires	111 334	91 288	123 738	200 661	211 036
Produits énergétiques	64 119	77 345	91 426	122 952	154 344
TOTAL (1)	175 453	168 633	215 164	323 613	365 380
PIB nominal (2)	1 906 800	2 052 960	2 419 700	2 533 379	2 809 077
Importations /PIB ((1)/(2))	9,2%	8,2%	8,9%	12,8%	13,0%

Source *: INS (commerce général)*

Annexe 9 : Evolution des importations de produits alimentaires et de produits pétroliers (en valeur CAF) après ajustement

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010
Produits alimentaires	111 334	91 288	123 738	200 661	211 036
dont :					
– riz	33 425	26 717	50 762	60 534	77 370
– autres céréales	8 526	7 238	8 188	17 262	22 063
Produits énergétiques	64 119	77 345	91 426	122 952	154 344
- Produits pétroliers raffinés	55 110	67 246	80 459	96 262	140 997
- Energie électrique	7 013	6 931	6 947	8 762	10 901
- Autres (butimes, gaz, etc.)	1 996	3 168	4 020	17 928	2 447
TOTAL (1)	**175 453**	**168 633**	**215 164**	**323 613**	**365 380**
PIB nominal (2)	**1 906 800**	**2 052 960**	**2 419 700**	**2 533 379**	**2 809 077**
Ratio des import. des produits alimentaires /PIB	5,8%	4,4%	5,1%	7,9%	7,5%
Ratio des import. Des produits énergétiques / PIB	3,4%	3,8%	3,8%	4,9%	5,5%

Source : BCEAO

Annexe 10 : Importations et exportations intra-UEMOA en 2010 (millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	.	7 129	14 379	1 003	96 082	14 561	15 711	61 691	210 556
	Burkina	6 182	.	13 867	607	20 031	13 777	2 739	5 499	63 338
	Côte d'Ivoire	46 981	215 335	.	1 499	122 494	29 934	30 426	72 273	518 943
	Guinée-Bissau				.	5 571		16 458		22 030
	Mali	213 238	20 679	22 465	2 042	.	6 533	31 682	11 490	108 127
	Niger	7 257	9 993	5 883	276	5 002	.	3 765	4 470	36 646
	Sénégal	11 487	22 501	43 661	32 644	254 481	5 040	.	9 602	379 267
	Togo	110 262	48 074	24 798	1 870	26 002	31 133	13 130	.	255 267
	UEMOA	196 044	323 712	125 051	39 941	529 863	100 978	113 912	165 025	1 594 324

Source : BCEAO

Annexe 11 : Envois de fonds des travailleurs migrants intra-UEMOA en 2010 (millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin	.	3 004,4	2 470,7		1 422,2	606,8	3 375,2	3 650,2	14 529,3
	Burkina	6 141,0	.	5 905,8		3 033,9	594,8	3 682,0	2 152,4	21 509,8
	Côte d'Ivoire	13 265,2	8 775,5	.		5 309,4	1 489,5	5 236,1	6 360,7	40 436,4
	Guinée-Bissau		849,0		.	948,1		2 625,6		4 422,8
	Mali	1 828,6	3 034,8	5 297,3	91,5	.	1 263,6	6 252,8	1 466,4	19 235,0
	Niger	759,0	1 468,9	14 172,8		1 327,4	.	4 602,5	1 142,5	23 473,2
	Sénégal	2 255,9	1 688,6	1 879,9	1 253,3	8 153,7	1 879,9	.	752,0	17 863,5
	Togo	4 759,0	1 524,2	2 652,3		1 137,7	205,6	4 909,4		15 188,1
	UEMOA	29 008,7	20 345,5	32 378,8	1 344,8	21 332,4	6 040,2	30 683,7	15 524,2	156 658,2

Source : BCEAO

Annexe 12 : Importations et exportations intra-UEMOA en 2010 (millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin	.	3 004,4	2 470,7		1 422,2	606,8	3 375,2	3 650,2	14 529,3
	Burkina	6 141,0	.	5 905,8		3 033,9	594,8	3 682,0	2 152,4	21 509,8
	Côte d'Ivoire	13 265,2	8 775,5	.		5 309,4	1 489,5	5 236,1	6 360,7	40 436,4
	Guinée-Bissau		849,0		.	948,1		2 625,6		4 422,8
	Mali	1 828,6	3 034,8	5 297,3	91,5	.	1 263,6	6 252,8	1 466,4	19 235,0
	Niger	759,0	1 468,9	14 172,8		1 327,4	.	4 602,5	1 142,5	23 473,2
	Sénégal	2 255,9	1 688,6	1 879,9	1 253,3	8 153,7	1 879,9	.	752,0	17 863,5
	Togo	4 759,0	1 524,2	2 652,3		1 137,7	205,6	4 909,4	.	15 188,1
	UEMOA	29 008,7	20 345,5	32 378,8	1 344,8	21 332,4	6 040,2	30 683,7	15 524,2	156 658,2

Source : BCEAO

Annexe 13 : Estimation de la matrice des flux nets relatifs aux IDE intra-UEMOA en 2010 (millions de FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin	.		3 326,3		22,2	-1 435,6	452,7	5 612,8	7 978,5
	Burkina	193,0	.	202,0		24,3	1 877,7	19,2	487,4	2 803,5
	Côte d'Ivoire	2,6		.				127,7	34,0	164,3
	Guinée-Bissau	64,2		19,7	.	2 122,4		4 129,3	1 929,4	8 264,9
	Mali	2 150,8	-3,2	-72,6		.		12 842,9	223,6	15 141,5
	Niger	1,0	57,0	-4 550,3		2 077,1	.	0,2	3 464,6	1 049,6
	Sénégal	372,8	208,1	4 254,1				.	616,2	5 451,2
	Togo	-64,8	-36,1	5 568,8		-0,7	1,0	434,1		5 902,3
	UEMOA	2 719,5	225,8	32 378,8		4 245,3	443,1	18 006,1	12 368,0	46 755,8

Source : BCEAO

Annexe 14 : Présentation détaillée de la Balance des paiements 2010

(Montants en millions de FCFA)

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 9 93	**Compte des transactions courantes**	910 229	1 473 217	-562 988
4 1 00	**Biens**	570 131	972 943	-402 812
4 1 10	.Marchandises générales	508 718	962 601	-453 883
4 1 50	.Biens importés ou exportés pour transformation			0
4 1 51	. Biens transformés à l'étranger	0	0	0
4 1 52	. Biens transformés dans l'économie			0
4 1 60	.Réparations de biens	2	941	-939
4 1 70	.Achats de biens dans les ports par les transporteurs	15 002	9 401	5 601
4 1 71	. Dans les ports maritimes	0	0	0
4 1 72	. Dans les aéroports	9 459	0	9 459
4 1 73	. Dans d'autres ports	5 543	9 401	-3 858
4 1 80	.Or non monétaire	46 409		46 409
4 1 81	. Détenu à titre de réserve de valeur			0
4 1 82	. Détenu à d'autres fins	46 409	0	46 409
4 2 00	**Services**	58 587	417 481	-358 894
4 2 05	.Transports	4120	266 149	-265 737
4 2 06	.Transports maritimes		105 457	-105 457
4 2 07	. Passagers	0	0	0
4 2 08	. Fret	0	105 457	-105 457
4 2 09	. Autres	0	0	0
4 2 10	.Transports aériens	186	28 871	-28 685
4 2 11	. Passagers	0	1 661	-1 661
4 2 12	. Fret	0	26 364	-26 364
4 2 13	. Autres	186	846	-660

4 2 14	.Autres transports	226	131 821	-131 595
4 2 15	. Passagers	226		226
4 2 16	. Fret	0	131 821	-131 821
4 2 17	. Autres			0
4 2 36	.Voyages	52 147	45 376	6 771
4 2 37	. Voyages à titre professionnel	17 389	13 243	4 146
4 2 38	. Travailleurs saisonniers et frontaliers	203	2 180	-1 977
4 2 39	. Autres	17 186	11 063	6 123
4.2 40	. Voyages à titre personnel	34 758	32 133	2 625
4 2 41	. Pour raisons de santé	3	0	3
4 2 42	. A but éducatif	206	2 611	-2 405
4 2 43	. A d'autres fins	34 549	29 522	5 027
4 2 45	.Services de communication	2 278	7 206	-4 928
4 2 49	. Services de bâtiment et travaux publics	63	38 562	-38 499
4 2 53	.Services d'assurances	634	11 921	-11 287
4 2 54	. Compagnies d'assurance vie et caisses de pension			0
4 2 55	. Assurance du fret	0	147	-147
4 2 56	. Autres assurances directes	10	8 514	-8 504
4 2 57	. Réassurance	68	3 204	-3 136
4 2 58	. Services auxiliaires	556	56	500
4 2 60	.Services financiers	2 430	9 575	-7 145
4 2 62	.Services d'informatique et d'information	0	9 892	-9 892
4 2 66	.Redevances et droits de licence	0	0	0
4 2 68	.Autres services aux entreprises	561	28 790	-28 229
4 2 69	. Négoce international et autres services liés au commerce		57	-57
4 2 70	. Négoce international	0	57	-57
4 2 71	. Autres	0	0	0

4 2 72	. Location-exploitation	0	33	-33
4 2 73	. Divers services aux entreprises, spécialisés et techniques	561	28 700	-28 139
4 2 74	. Services juridiques, de compta., conseil en gest.,de relations p.			0
4 2 75	. Services juridiques			0
4 2 76	. Comptabilité, vérifi. des cptes, tenue des livres et cons.fiscal.			0
4 2 77	. Conseil en gestion des entreprises et relations publiques			0
4 2 78	. Publicité, études de marché et sondages d'opinion	1	76	-75
4 2 79	. Recherche et développement	0	0	0
4 2 80	. Architecture, ingénierie et autres services techniques	92		92
4 2 81	. Services agricoles, miniers et traitement sur place			0
4 2 82	. Traitement des déchets et dépollution			0
4 2 83	. Autres			0
4 2 84	. Autres services		928	-928
4 2 85	. Services entre entreprises apparentées n.c.a			0
4 2 87	. Services personnels,culturels et relatifs aux loisirs	0	10	-10
4 2 88	. Services audiovisuels et connexes	0	0	0
4 2 89	. Autres			0
4 2 91	.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	62		62
4 2 92	. Ambassades et consulats	62	0	62
4 2 93	. Unités et organismes militaires			0
4 2 94	. Autres	0		0
		0	0	0
4 3 00	**Revenus**	30 554	52 391	-21 837
4 3 10	.Rémunération des salariés	23 572	8 000	15 572
4 3 20	.Revenus des investissements	6 982	44 391	-37 409
4 3 30	. Investissements directs	485	8 646	-8 161

4 3 31	. Revenus des titres de participation	424	2 312	-1 888
4 3 32	. Dividendes et bénéfices distribués	340	1 830	-1 490
4 3 33	. Bénéfices réinvestis	84	482	-398
4 3 34	. Revenus des titres de créance	61	6 334	-6 273
4 3 39	. Investissements de portefeuille	2 527	29 138	-26 611
4 3 40	. Revenu des titres de participation	10	26 807	-26 797
4 3 41	. Autorités monétaires			0
4 3 42	. Administrations publiques			0
4 3 43	. Banques	10	776	-766
4 3 44	. Autres secteurs	0	26 031	-26 031
4 3 49	. Revenus des titres de créance	2 517	2 331	186
4 3 50	. Obligations et autres titres d'emprunt	2 013	807	1 206
4 3 51	. Autorités monétaires			0
4 3 52	. Administrations publiques	0	0	0
4 3 53	. Banques	1 989	807	1 182
4 3 54	. Autres secteurs	24	0	-24
4 3 60	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers	504	3	501
4 3 61	. Autorités monétaires			0
4 3 62	. Administrations publiques			0
4 3 63	. Banques	504	3	501
4 3 64	. Autres secteurs			0
4 3 70	. Autres investissements	3 970	8 128	-4 158
4 3 71	. Autorités monétaires	0	1 169	-1 169
4 3 72	. Administrations publiques	0	3 154	-3 154
4 3 73	. Banques	3 616	1 235	2 381
4 3 74	. Autres secteurs	354	2 570	-2 216

		0	0	0
4 3 79	Transferts courants	250 957	28 881	222 076
4 3 80	.Administrations publiques	156 879	153	156 726
4 3 90	.Autres secteurs	94 078	28 728	65 350
4 3 91	. Envois de fonds des travailleurs	42 940	27 749	15 191
4 3 92	. Autres transferts	51 138	979	50 159
		0	0	0
4 9 96	**Compte de capital et d'opérations financières**	816 705	248 742	567 963
		0	0	0
4 9 94	**Compte de capital**	97 025	40	96 985
4 4 00	.Transferts de capital	97 025		97 025
4 4 01	. Administrations publiques	82 995		82 995
4 4 02	. Remises de dettes	0		0
4 4 10	. Autres	82 983		82 983
4 4 30	. Autres secteurs	14 030		14 030
4 4 31	. Transferts des migrants			0
4 4 32	. Remises de dettes	0		0
4 4 40	. Autres transferts	14 030		14 030
4 4 80	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	40	-40
4 9 95	**Compte d'opérations financières**	719 680	248 702	470 978
		0	0	0
4 5 00	Investissements directs	515 008	19 704	495 304
4 5 05	.De l'économie à l'étranger	32 983	3 396	29 587
4 5 06	. Capital social et bénéfices réinvestis	15 217	400	14 817
4 5 10	. Capital social	15 217	400	14 817
4 5 25	. Bénéfices réinvestis	0	0	0
4 5 30	. Autres transactions	17 766	2 996	14 770
4 5 35	. Créances sur les entreprises apparentées	15 960	1 419	14 541

4 5 40	. Engagements envers les entreprises apparentées	1 806	1 577	229
4 5 55	.De l'étranger dans l'économie	482 025	16 308	465 717
4 5 56	. Capital social et bénéfices réinvestis	76 062	1 333	74 729
4 5 60	. Capital social	75 580	1 249	74 331
4 5 75	. Bénéfices réinvestis	482	84	398
4 5 80	. Autres transactions	405 963	14 975	390 988
4 5 85	. Créances sur les investisseurs directs	180	3 052	-2 872
4 5 90	. Engagements envers les investisseurs directs	405 783	11 923	393 860
4 6 00	Investissements de portefeuille	22 869	11 483	11 386
		0	0	0
4 6 02	. Avoirs	6 012	10 828	-4 816
4 6 10	. Titres de participation	645	3 115	-2 470
4 6 11	. Autorités monétaires			0
4 6 12	. Administrations publiques			0
4 6 13	. Banques	645	3 115	-2 470
4 6 14	. Autres secteurs	0	0	0
4 6 19	. Titres de créances	5 367	7 713	-2 346
4 6 20	. Obligations et autres tittres d'emprunt	5 350	7 699	-2 349
4 6 21	. Autorités monétaires			0
4 6 22	. Administrations publiques	0	400	-400
4 6 23	. Banques	5 350	3 600	1 750
4 6 24	. Autres secteurs	0	3 699	-3 699
4 6 30	. Instruments du marché monétaire	17		17
4 6 31	. Autorités monétaires			0
4 6 32	. Administrations publiques			0
4 6 33	. Banques	0	0	0
4 6 34	. Autres secteurs	17	0	17

4 6 40	. Dérivés financiers		14	-14
4 6 41	. Autorités monétaires			0
4 6 42	. Administrations publiques			0
4 6 43	. Banques	0	0	0
4 6 44	. Autres secteurs		14	-14
		0	0	0
4 6 52	. Engagements	16 857	655	16 202
4 6 60	. Titres de participation	3 257	55	3 202
4 6 63	. Banques	968		968
4 6 64	. Autres secteurs	2 289	55	2 234
4 6 69	. Titres d'engagement	13 600	600	13 000
4 6 70	. Obligations et autres titres d'emprunt	1 250	500	750
4 6 71	. Autorités monétaires			0
4 6 72	. Administrations publiques			0
4 6 73	. Banques	1 250	500	750
4 6 74	. Autres secteurs	0	0	0
4 6 80	. Instruments du marché monétaire	12 350	100	12 250
4 6 81	. Autorités monétaires			0
4 6 82	. Administrations publiques	11 450	0	11 450
4 6 83	. Banques	900	100	800
4 6 84	. Autres secteurs			0
4 6 90	. Dérivés financiers			0
4 6 91	. Autorités monétaires			0
4 6 92	. Administrations publiques			0
4 6 93	. Banques	0		0
4 6 94	. Autres secteurs			0

4 7 00	Autres investissements	178 797	142 581	36 216
		0	0	0
4 7 03	. Avoirs	20 701	104 492	-83 791
4 7 06	. Crédits commerciaux	15 556	6 940	8 616
4 7 07	. Administrations publiques			0
4 7 08	. Long terme			0
4 7 09	. Court terme			0
4 7 10	. Autres secteurs	15 556	6 940	8 616
4 7 11	. Long terme			0
4 7 12	. Court terme			0
4 7 14	. Prêts	1 820	64 137	-62 317
4 7 15	. Autorités monétaires			0
4 7 17	. Long terme			0
4 7 18	. Court terme			0
4 7 19	. Administrations publiques			0
4 7 20	. Long terme			0
4 7 21	. Court terme			0
4 7 22	. Banques	1 820	64 137	-62 317
4 7 23	. Long terme	1 820	52 785	-50 965
4 7 24	. Court terme	0	10 561	-10 561
4 7 25	. Autres secteurs			0
4 7 26	. Long terme			0
4 7 27	. Court terme			0
4 7 30	. Monnaie fiduciaire et dépôts	866	30 693	-29 827
4 7 31	. Autorités monétaires			0
4 7 32	. Administrations publiques			0
4 7 33	. Banques	0	26 497	-26 497

4 7 34	. Autres secteurs	866	4 196	-3 330
4 7 36	. Autres avoirs	2 459	2 722	-263
4 7 37	. Autorités monétaires			0
4 7 38	. Long terme			0
4 7 39	. Court terme			0
4 7 40	. Administrations publiques			0
4 7 41	. Long terme			0
4 7 42	. Court terme			0
4 7 43	. Banques	2 188	116	2 072
4 7 44	. Long terme			0
4 7 45	. Court terme	2 188	116	2 072
4 7 46	. Autres secteurs	271	2 606	-2 335
4 7 47	. Long terme			0
4 7 48	. Court terme			0
4 7 53	. Engagements	158 096	38 089	120 007
4 7 56	. Crédits commerciaux	18 205	7 262	10 943
4 7 57	. Administrations publiques			0
4 7 58	. Long terme			0
4 7 59	. Court terme			0
4 7 60	. Autres secteurs	18 205	7 262	10 943
4 7 61	. Long terme			0
4 7 62	. Court terme			0
4 7 64	. Prêts	70 307	26 604	43 703
4 7 65	. Autorités monétaires	4 127	1 846	2 281
4 7 66	. Utilisation des crédits et prêts du FMI	4 127	1 846	2 281
4 7 67	. Autres prêts à long terme	0	0	0

4 7 68	. Prêts à court terme	0	0	0
4 7 69	. Administrations publiques	25 020	11 165	13 855
4 7 70	. Long terme	25 020	11 165	13 855
4 7 71	. Court terme	0	0	0
4 7 72	. Banques	16 911	56	16 855
4 7 73	. Long terme	16 911		16 911
4 7 74	. Court terme	0	56	-56
4 7 75	. Autres secteurs	24 249	13 537	10 712
4 7 76	. Long terme	11 531	3 630	7 901
4 7 77	. Court terme	0	0	0
4 7 80	. Monnaie fiduciaire et dépôts	37 950	850	37 100
4 7 81	. Autorités monétaires	1 847		1 847
4 7 83	. Banques	36 103	850	35 253
4 7 86	. Autres engagements	31 634	3 373	28 261
4 7 87	. Autorités monétaires	144	10	134
4 7 88	. Long terme			0
4 7 89	. Court terme			0
4 7 90	. Administrations publiques			0
4 7 91	. Long terme			0
4 7 92	. Court terme			0
4 7 93	. Banques	3 914		3 914
4 7 94	. Long terme			0
4 7 95	. Court terme	3 914		3 914
4 7 96	. Autres secteurs	27 576	3 363	24 213
4 7 97	. Long terme			0
4 7 98	. Court terme			0

4 8 00	Avoirs de réserve	3 006	74 934	-71 928
4 8 10	. Or monétaire			0
4 8 20	. DTS	2 544	0	2 544
4 8 30	. Position de réserve au FMI	462	2 836	-2 374
4 8 40	. Avoirs en devises		72 098	-72 098
4 8 45	. Monnaie fiduciaire et dépôts		72 098	-72 098
4 8 50	. Auprès des autorités monétaires			0
4 8 55	. Auprès des banques			0
4 8 60	. Titres			0
4 8 65	. Titres de participation			0
4 8 70	. Obligations et autres titres d'emprunt			0
4 8 75	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers			0
4 8 80	. Autres créances			0
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	**695 554**	**702 050**	**-6 496**

Annexe 11. Note méthodologique sur la confection de la balance des paiements dans les Etats membres de l'UEMOA

Les premiers états de la balance des paiements en terme de transactions, élaborés sur la base de la méthodologie recommandée par la 5ème édition du Manuel de balance des paiements élaborée par le FMI, ont été produits à partir de 1996.

Les comptes extérieurs sont établis à partir de données d'enquête et, dans ce cadre, la section en charge de la confection de cet état suit un échantillon d'entreprises dont le taux de couverture avoisine 90% en terme de chiffre d'affaires à l'importation. Cet échantillon, qui était composé de 253 structures au titre de l'année 2010, constitue une base sur laquelle s'effectuent des extrapolations et des estimations. Le taux de réponse tourne autour de 60%.

Le compte courant extérieur

L'essentiel des informations relatives au compte des transactions courantes est obtenu à partir des questionnaires dûment remplis et retournés par les entreprises, qui renseignent sur la valeur des importations et des exportations, des services, des revenus des facteurs de production, etc.

Au niveau de la balance commerciale, les variables sont bien définies et les entreprises n'évoquent pas de problèmes particuliers pour remplir les questionnaires. Toutefois, et comme il a été signalé plus haut, les informations fournies ne couvrent pas la totalité des opérateurs, soit parce que ceux-ci ne sont pas identifiés, soit que certaines entreprises n'auraient pas répondu à temps au questionnaire. A cet égard, des sources d'informations complémentaires sur le commerce extérieur telles que la Direction Générale des Douanes (DGD) et l'Institut National de la Statistique (INS), permettent d'opérer des arbitrages. Par ailleurs, les frontières du Niger avec ses voisins, notamment le Nigeria, étant étendues et poreuses d'une part, et en raison de la prédominance du secteur informel dans l'économie nigérienne d'autre part, des ajustements sont effectués en vue de prendre en compte les sorties et les entrées de marchandises non recensées par la DGD pour diverses raisons. Des coefficients de correction, estimés à partir de certains indices tels que les billets externes et les ratios de la comptabilité nationale, permettent de redresser partiellement les transactions, notamment sur les exportations de produits agro-pastoraux et les importations de produits alimentaires et pétroliers.

Les frets et assurances sont estimés sur la base de coefficients calculés à partir de résultats d'enquêtes périodiques auprès des opérateurs.

Une attention particulière est accordée aux transactions des représentations diplomatiques et à celles des organismes internationaux, dont les achats de biens et services sont considérés comme des services administratifs.

Au titre des revenus privés, sont enregistrés les salaires versés et les revenus au titre des dividendes, qui ont fait l'objet de règlement au cours de la période sous-revue au titre d'affectation de résultats antérieurs. La rémunération des salariés travaillant au sein des ambassades est enregistrée comme une entrée de revenu. Toutefois, pour diverses raisons, les ambassades ne sont pas toujours en mesure de répondre aux questionnaires. Cette situation dégrade le taux de réponse et est à l'origine de biais statistique. Pour réduire ce biais, des extrapolations sont effectuées sur la base des réponses reçues, l'effectif du personnel employé étant généralement la variable de contrôle.

Les intérêts payés au titre de la dette publique constituent la rubrique principale des revenus publics. Les informations sont fournies par les relevés comptables de la Direction de la Dette Publique et du Trésor National.

Les transferts courants privés portent globalement sur les versements aux caisses de retraite et les envois de fonds des travailleurs à l'étranger, communiqués par les intermédiaires financiers et autres institutions de transfert de fonds (Western Union, Money GRAM, Niger Poste). Les transferts courants informels existent également. Ils sont estimés à l'aide de coefficients d'enquête appliqués aux montants des transferts fournis par le canal classique. Une autre source importante qui alimente cette rubrique est constituée des réceptions de fonds par les ONG dans le cadre d’une partie de leurs interventions.

L'administration publique constitue également une source d'information importante. Les données sur les transferts publics portent sur les dons budgétaires, les contributions dans le cadre de la coopération et l'assistance technique, les aides alimentaires et militaires, etc. Globalement, elles sont rapprochées aux données du tableau des opérations financières de l'Etat et des autres administrations publiques, le TOFE du Niger étant établi seulement pour l’administration centrale. Le rapport annuel du PNUD demeure également une source fidèle, en raison de l'exhaustivité des informations fournies.

Le compte de capital et d'opérations financières

Au niveau du secteur privé, une part des transferts des migrants est destinée généralement à financer l’acquisition de logements, de champ, etc. Cette proportion, estimée selon les méthodes décrites plus haut, est comptabilisée au niveau des transferts de capital. Ces derniers portent également sur les dons destinés au financement de projets menés par les organisations non gouvernementales.

Les investissements directs étrangers désignent les placements qui sont effectués dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une autre économie. Les données des IDE couvrent à la fois le capital social, les réinvestissements de bénéfice et les créances et engagements vis-à-vis des entreprises apparentées. Elles sont obtenues à partir des questionnaires des entreprises et des déclarations de constitution de sociétés, communiquées par les cabinets

de notaires. Il convient de préciser que, par convention, la participation individuelle au capital d'une société est considérée comme investissement direct lorsqu'elle est supérieure à 10% du total. S'agissant des investissements de portefeuille, ils portent sur les titres de placement (qui s'assimilent aux prises de participation inférieures à 10%) et les titres de créances (obligations, instruments du marché monétaire, produits dérivés, etc.). L'essentiel de ces informations est recueilli à partir des données des entreprises et des banques, interface financière entre les résidents et les non-résidents, ainsi que de la situation des émissions de titres publics. Pour les deux catégories d'investissements, les données sont fournies en encours afin de renseigner la position extérieure globale. Par ailleurs, en raison du caractère très instable des composantes de ces postes, une extrapolation à partir des réponses reçues est très hasardeuse. Le travail du statisticien de la balance des paiements consiste donc à réunir le maximum de questionnaires correctement remplis, en mettant l'accent sur les entreprises les plus représentatives.

Les prêts et avances sont enregistrés dans la rubrique des « autres investissements ». Pour le secteur privé, il s'agit des crédits clients et avances aux fournisseurs (ou des crédits fournisseurs et acomptes versés par les clients), les emprunts bancaires et auprès d'autres institutions financières, les encaisses en devises et les dépôts à l'étranger. Une bonne partie de l'information est donnée par les entreprises importantes et par les banques.

La Direction de la Dette Publique, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique et les autorités monétaires constituent les principales sources de renseignement sur la dette publique. La balance des paiements prend en compte les montants effectivement décaissés de la situation des prêts et des dons multilatéraux et bilatéraux en distinguant la dette contractée par le secteur public (dette publique) de la dette contractée par le secteur privé dont le remboursement n'est pas garanti par un organisme public (dette privée). Seules les obligations qui tombent à échéance au titre de la dette extérieure d'un pays figurent dans la balance des paiements et toutes les obligations qui tombent à échéance doivent y figurer. Ces dispositions permettent de comptabiliser les financements exceptionnels, en particulier la variation des arriérés et les rééchelonnements.

Quant aux utilisations des prêts et des crédits du FMI, elles sont déjà prises en compte dans les statistiques portant sur les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. La présentation-type de la balance des paiements les enregistre sous la rubrique « autres investissements » comme engagements de l'administration publique.

Conformément aux prescriptions contenues dans la 5ème édition du Manuel de balance des paiements du FMI, les erreurs et omissions nettes retracent, en vertu du principe de la comptabilité en partie double, la différence entre les écritures de crédit et celles de débit.

Annexe 12. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé

1. Caractéristiques du commerce non contrôlé

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agro-pastoraux (bétail, oignons, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,..) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers. Le coefficient de redressement, calculé sur la base des différents éléments sus-évoqués, ressort en moyenne à 20% pour les exportations et 5% pour les importations.

BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int